

Rapport annuel d'activité

2013-2014



Rapport annuel d'activité

2013-2014



L'essentiel 4



Nos missions 10



Notre expertise :
les études
empiriques 14



L'organisation
de la Chaire 18

Chaire Economie des Partenariats

Public-Privé - IAE de Paris

Stéphane Savignier
(Directeur)

Caroline Stenopoli
(Directrice Adjointe)

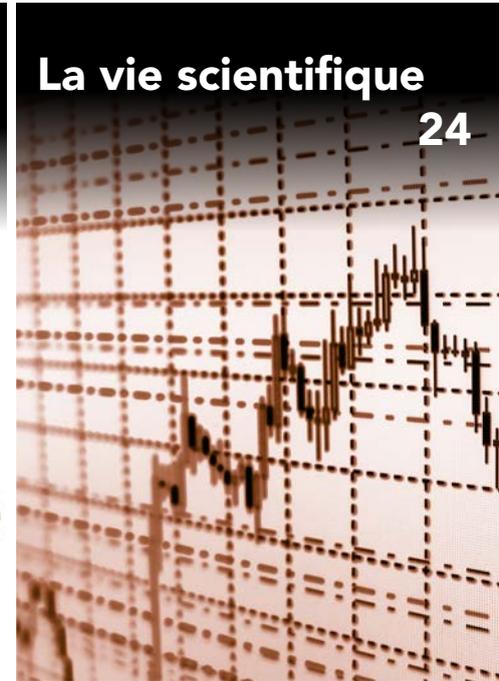
André Le Lannec
(Directeur des Etudes)

Chercheurs seniors :
Jean Brous, Lisa Chaves,
Edison Chong, Guillaume
Fonouini-Fanké, Michael Klein,
John Moore, Simon Porcher,
Maria Salvetti, Phuong Tra Tran

Chercheurs juniors :
Anissa Bouloumi,
Ousama Kaddouci,
Zed Le Squaron,
Alexandre Mayol,
Yvan Robin,
Jean-Christophe Thébaud,
Laurence Vidal



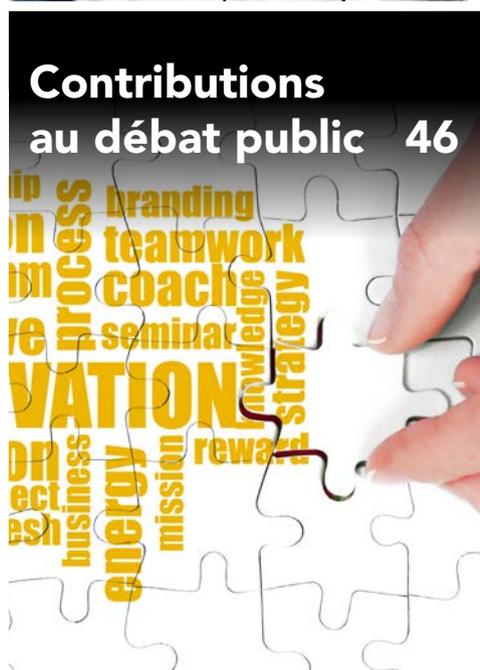
La vie scientifique 24



Enseignements
& Formations 40



Contributions
au débat public 46



Perspectives 60



Edito



Stéphane SAUSSIÉ
Directeur de la Chaire EPPP

En

2009, la création de la Chaire Economie des Partenariats Public-Privé posait de nombreux défis. Comment convaincre les partenaires d'offrir aux chercheurs un accès à leurs données ? Comment amener les acteurs publics et privés à coopérer au sein d'une même structure ? Comment les persuader de l'intérêt de nos études pour leurs métiers, leur stratégie, et les leviers de leur compétitivité ? Et surtout, comment garantir l'objectivité de nos travaux à la fois du point de vue des partenaires mais aussi du point de vue de la recherche ?

Six ans plus tard, on peut considérer que ces défis ont été relevés. En France, les Chaires sont des structures encore expérimentales. Il n'existe d'ailleurs pas de modèle unique tant la gouvernance, les objectifs, les missions et les moyens diffèrent en fonction des établissements. A l'international, elles sont plus courantes, ce qui a permis de constituer un Conseil Scientifique avec quelques-uns des meilleurs universitaires mondiaux. Ces derniers ont participé activement aux activités de la Chaire (Jurys de thèse, conférences annuelles de la Chaire, articles en co-signature...). Par ailleurs, il apparaît que les praticiens des domaines publics et privés sont enclins à laisser aux universitaires la liberté nécessaire à leur production scientifique. Les chercheurs doivent en effet rester maîtres de leurs décisions, des questions de recherche qu'ils souhaitent traiter et des méthodologies qu'ils appliquent. Ainsi, leurs travaux apportent au débat public des éléments de réflexion nouveaux et incontestables, au sens où ils ne sont pas basés sur des « dires d'experts » mais sur des données, ce qui rend les résultats obtenus répliquables. Cet accès aux données et ce travail appliqué reposant sur des bases théoriques solides permettent la publication de nos travaux dans des revues nationales et internationales reconnues ; c'est ce qui fait l'esprit de la Chaire !

L'objectif de ce rapport d'activité est de présenter les activités de la Chaire de manière exhaustive. Notre bilan est particulièrement positif ; nos membres constituent une équipe reconnue en France et à l'international dans le domaine des partenariats public-privé. De plus, les activités de la Chaire s'étendent à l'étranger : le pôle Eau de l'Institut Universitaire de Florence est dorénavant directement lié à notre structure. Je suis aujourd'hui persuadé que ce bilan s'améliorera d'année en année, dès lors que cet esprit si particulier des membres de la Chaire perdurera.

Smart city

Eau

Transport

Energie

Services publics

Corruption

Benchmarking

DSP

Concurrence

Concession

PPP

Infrastructure

L'essentiel





L'ESSENTIEL

MISSIONS

EXPERTISE

ORGANISATION

SCIENTIFIQUE

SEIGNEMENTS

DÉBAT PUBLIC

PERSPECTIVES

Les dates clés



Remise d'un Doctorat Honoris Causa à Oliver E. Williamson (prix Nobel d'Economie en 2009) par la Chaire EPPP et l'Université Paris Dauphine.

↓	2009	Création de la Chaire Début du mécénat de Suez-Lyonnaise des Eaux
↓	2010	1 ^{re} conférence internationale – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
↓	2011	2 ^e conférence internationale – Maison de l'Amérique Latine
↓	2012	Renouvellement de la Chaire VINCI devient également mécène 3 ^e conférence internationale – Maison des Polytechniciens Doctorat Honoris Causa remis à Oliver Williamson en collaboration avec l'Université Paris Dauphine
↓	2013	4 ^e conférence internationale – European University Institute – Florence School of Regulation Début de la collaboration avec l'IESE Barcelone et CMPO
↓	2014	5 ^e conférence internationale – CMPO – Université de Bristol La Chaire étend ses activités à l'Europe: Création du Pôle eau à la Florence School of Regulation Le Pôle eau est sélectionné par la Commission Européenne en tant qu' <i>European Innovation Partnership on Water (EIP Water) action group</i>

event!

L'équipe de recherche



18 membres

dont 6 doctorants et 5 post-doctorants



Alexandre
Mayol



John
Moore



Eshien
Chong



Guillaume
Fonouni-Farde



Jean
Beuve



Yoan
Robin



Jean-Christophe
Thiébaud



Stéphane
Saussier



Lisa
Chever



Louise
Vidal



Zoé
Le Squeren



Anissa
Boulemia



Michael
Klien



Simon
Porcher



Maria
Salvetti



Tra Phuong
Tran



Carine
Staropoli



Aude
Le Lannier

8 membres associés

Chercheurs (U. de Lausanne, U. Paris Dauphine, U. Paris 2 Assas, U. de la Réunion)
et praticiens (ARAF, Vinci, Autorité de la Concurrence, Ministère de la Défense)



Anne
Yvrande-Billon



Claudine
Desrieux



Eric
Brousseau



Freddy
Huet



Jean-Michel
Oudot



Julie
de Brux



Laure
Athias



Miguel
Amaral

La Chaire en chiffres

(2009-2014)

60 publications

9 thèses soutenues

2 rapports OCDE + **1** rapport pour le Parlement Européen

11 notes synthétiques

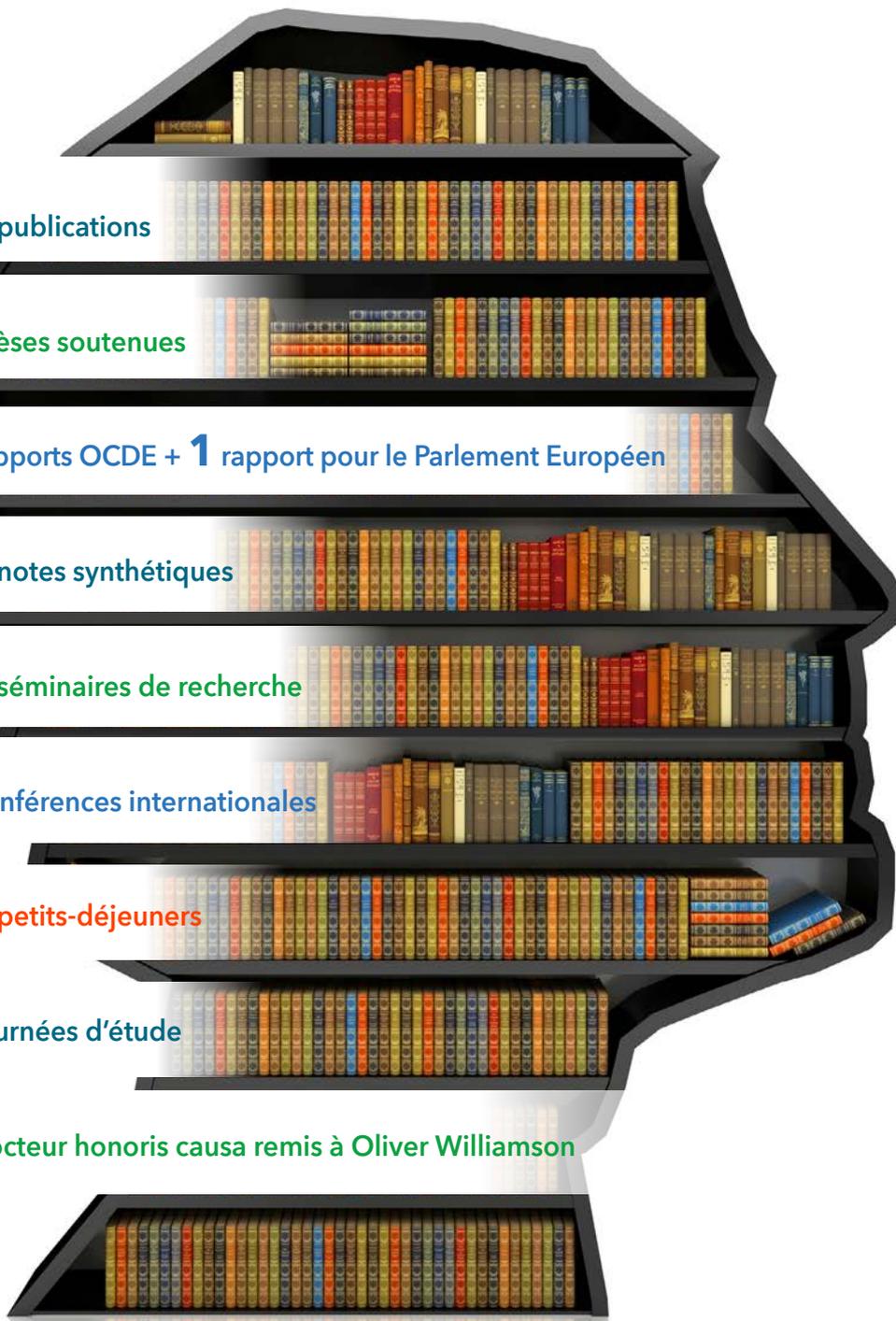
53 séminaires de recherche

5 conférences internationales

17 petits-déjeuners

6 journées d'étude

1 docteur honoris causa remis à Oliver Williamson



vision



success



teamwork

effort
research



STRATEGY



goals



mission

ork

Outils d'aide
à la décision

Etudes empiriques

La Chaire Economie des Partenariats Public-Privé est le résultat d'une coopération entre plusieurs acteurs publics et privés et l'IAE de Paris.

La Chaire étudie les différents enjeux des PPP, entendus au sens large : délégations de services publics, contrats de partenariats, marchés publics. D'importantes mutations affectent depuis plus de 20 ans la fourniture des services publics (eau, énergie, transports, infrastructures, etc.) et les PPP suscitent actuellement de nombreuses et riches réflexions, notamment du fait qu'ils sont souvent remis en cause pour l'organisation des services publics.

Sur le plan scientifique, des outils d'analyse des PPP sont développés (Théorie des contrats, Théorie néo-institutionnelle – récompensées par les Prix Nobel d'Oliver E. Williamson en 2009 et de Jean Tirole en 2014).



Thématiques de recherche

Avantages, limites et performances des PPP

Impact du cadre institutionnel, réglementaire et politique sur la gestion des services publics

Stratégies des acteurs publics et privés

Pilotage des PPP et conditions d'adaptation

Modes d'attribution

Design contractuel et renégociations

Contribuer à la production scientifique..

La production scientifique prend principalement la forme de publications d'articles, d'ouvrages et de participations aux principales conférences, sur le plan national et international. Un ouvrage collectif sera édité dans le courant de l'année 2015.

Nous organisons régulièrement des séminaires de recherche et des conférences annuelles, auxquelles participent des chercheurs reconnus au niveau international.

... et à la compréhension des pratiques des PPP

Nous avons également pour objectif de développer des outils d'aide à la décision permettant une meilleure compréhension des PPP et de leurs performances. Grâce à notre collaboration avec les praticiens, nous réalisons des études sur la conduite des projets, les moyens mis en œuvre par les partenaires pour les faire évoluer et les rendre suffisamment flexibles pour s'adapter à un environnement complexe et changeant et l'évaluation de leur efficacité. Ceci est rendu possible par un accès privilégié aux données.

Nous organisons également des petits-déjeuners ayant pour vocation de développer le dialogue entre praticiens, décideurs (publics) et académiques autour de questions d'actualité relatives aux PPP.

Notre expertise : les études empiriques

DOCCOON

START-UPS-BUS

se-90-0001eM

L'une des forces de la Chaire EPPP repose sur l'examen des données mises à disposition par la puissance publique et/ou ses partenaires. Depuis sa création, la Chaire a développé une expertise dans la construction de bases de données originales et leur exploitation à l'aide de différentes méthodologies.

Les bases de données

En développant des coopérations avec des partenaires publics et privés pour accéder à des données, et en entreprenant des travaux de codage supplémentaires au gré des projets et des contrats de recherche, la Chaire EPPP a développé d'importantes ressources nécessaires à son expertise. Elle dispose aujourd'hui de plus de 25 bases de données originales qui lui permettent de traiter de nombreuses thématiques de recherche dans différents secteurs d'activité.

Les méthodes d'analyse

Selon la nature des données et des objectifs de recherche poursuivis, les membres de la Chaire mobilisent des méthodes d'analyse variées. Si l'analyse économétrique est la plus souvent utilisée, les travaux de la Chaire se basent également sur des outils tels que l'analyse de statistiques descriptives, les études de cas, l'économie expérimentale ou encore l'analyse par frontières stochastiques (SFA) et l'analyse par enveloppe de données (DEA).

Exemple de travaux réalisés sur une base de données

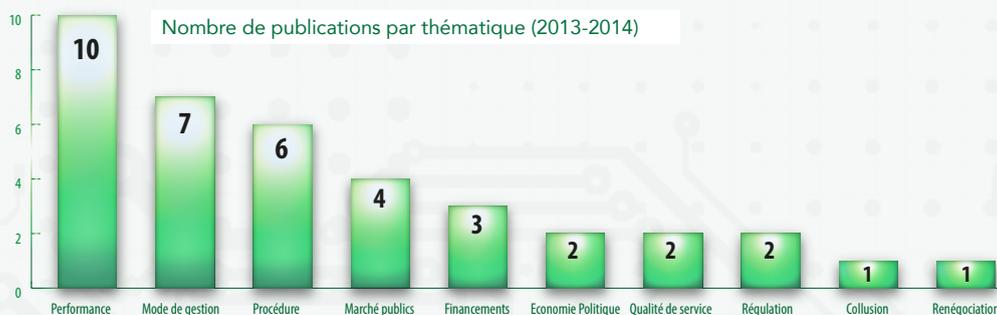
L'eau en France : 1998 - 2008

Cette base de données provient d'une enquête menée par l'IFEN (Institut Français de l'Environnement) auprès de 5000 communes françaises en 1998, 2001, 2004 et 2008 sur la gestion de leurs services d'eau et d'assainissement. La base contient des informations sur le prix de l'eau (par 120m³), le mode de gestion (régie, affermage, régie intéressée, concession), le nom de l'opérateur, la durée du contrat, les caractéristiques du service (type de traitement, origine de l'eau, niveau d'investissement, etc.) et celles de la commune (densité de population, type d'habitat, appartenance à une structure intercommunale, etc.).

Source: IFEN et Insee.

Pour en savoir plus

- Eshien Chong, Stéphane Saussier et Brian Silverman (2012) : "Water under the Bridge: City Size, Bargaining Power, Prices and Franchise Renewals in the Provision of Water", document de travail de la Chaire EPPP.
- Claudine Desrieux, Eshien Chong et Stéphane Saussier (2013) : "Putting all one's eggs in one basket: Relational contracts and the management of local public services", *Journal of Economic Behavior & Organization*, vol. 89, pp. 167-186.
- Simon Porcher (2014) : "Efficiency and Equity in Two-Part Tariffs: The Case of Residential Water Rates", *Applied Economics*.
- Aude Le Lannier et Simon Porcher (2014) : "Efficiency in the Public and Private French Water Utilities: Prospects for Benchmarking", *Applied Economics*.
- Simon Porcher (2013) : "Une estimation des coûts d'efficience des tarifs actuels des services publics de l'eau en France", *Revue Economique*.
- Aude Le Lannier et Simon Porcher (2012) : "Gestion publique ou privée ? Un benchmarking des services d'eau en France", *Revue d'économie industrielle*.



Les principaux secteurs d'application

Performances énergétiques des bâtiments et smart grids



Traitement des déchets



Eau & Assainissement



Gestion des parkings et des bâtiments publics



Infrastructures routières



Transports publics urbains





Chaire Economie des Partenariats

Public-Privé - IAE de Paris

Stéphane Saussier
(Directeur)

Carine Staropoli
(Directrice Adjointe)

Aude Le Lannier
(Directrice des Etudes)

Chercheurs seniors :

Jean Beuve, Lisa Chever,
Eshien Chang, Guillaume
Fonouni-Farde, Michael Klien,
John Moore, Simon Porcher,
Maria Salvetti, Phuong Tra Tran

Chercheurs juniors :

Anissa Boulemia,
Ouïam Kaddouri,
Zaï Le Squeren,
Alexandre Mayol,
Yvan Robin,
Jean-Christophe Thillaud,
Louise Vidal

Organigramme

Les membres de la Chaire EPPP

1. Stéphane Saussier

- Directeur scientifique de la Chaire EPPP
- Professeur en Sciences Economiques à l'IAE de Paris
- Directeur-Adjoint et membre du Conseil d'Administration de l'IAE
- Directeur du Master d'Administration des Entreprises de l'IAE
- Responsable du pôle "Water" de la Florence School of Regulation à l'Institut Universitaire Européen de Florence



2. Carine Staropoli

- Directrice scientifique adjointe de la Chaire EPPP
- Maître de Conférences en Sciences Economiques, HDR / Associate Professor à l'Ecole d'Economie de Paris (PSE) et l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
- Directrice Adjointe du Centre d'Economie de la Sorbonne



3. Aude Le Lannier

- Directrice du Pôle Etudes de la Chaire EPPP



4. Jean Beuve

- Maître de Conférences en Sciences Economiques à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne
- Conseiller Scientifique au Conseil d'Analyse Economique



5. Anissa Boulemlia

- Doctorante à la Chaire EPPP de l'IAE de Paris



6. Lisa Chever

- Post-doctorante à l'Université de Lyon



7. Eshien Chong

- Rapporteur permanent des services d'instruction de l'Autorité de la Concurrence



8. Guillaume Fonouni-Farde

- Directeur associé du Groupe Spallian



9. Michael Klien

- Chercheur à l'Austrian Institute of Economic Research (WIFO)



10. Zoé Le Squeren

- Doctorante à la Chaire EPPP de l'IAE de Paris



11. Alexandre Mayol

- Doctorant au Centre d'Economie de la Sorbonne à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne



12. John Moore

- Post-doctorant à l'Université de Grenoble (EDDEN) / CNRS / Supélec



13. Simon Porcher

- Lecturer at the London School of Economics and Political Science



14. Yoan Robin

- Doctorant au Centre d'Economie de la Sorbonne et à l'INRA-AgroParisTech



15. Maria Salvetti

- Responsable du groupe de travail sur la régulation de l'eau en partenariat avec la Florence School of Regulation



16. Jean-Christophe Thiebaud

- Doctorant à la Chaire EPPP de l'IAE de Paris - CIFRE ARAF



17. Phuong Tra Tran

- Docteur à la Chaire EPPP de l'IAE de Paris



18. Louise Vidal

- Doctorante à la Chaire EPPP de l'IAE de Paris - CIFRE Ville de Paris



Les membres associés

1. Miguel Amaral

- Economiste sénior à l'Autorité de Régulation des Activités Ferroviaires (ARAF)

2. Laure Athias

- Maître de Conférences à l'Université de Lausanne (IDHEAP)

3. Eric Brousseau

- Professeur en Sciences Economiques à l'Université Paris Dauphine et l'European University Institute de Florence

4. Julie de Brux

- "Economic Research Officer" à Vinci Concessions

5. Claudine Desrieux

- Maître de Conférences en Sciences Economiques à l'Université Paris 2 Assas

6. Freddy Huet

- Maître de Conférences à l'Université de la Réunion

7. Jean-Michel Oudot

- Direction des affaires financières du Ministère de la Défense

8. Anne Yvrande-Billon

- Vice-Présidente de l'Autorité de Régulation des Activités Ferroviaires (ARAF)

Le Conseil scientifique

- **Eric Brousseau**, U. Paris-Dauphine & European University Institute (Italie)
- **Eduardo Engel**, Yale University (Etats-Unis)
- **Antonio Estache**, U. Libre de Bruxelles (Belgique)
- **Robert Gibbons**, MIT (Etats-Unis)
- **Jean-Michel Glachant**, European University Institute (Italie)
- **Elisabetta Iossa**, U. of Rome Tor Vergata (Italie)
- **Stéphane Saussier**, IAE de Paris (France)
- **Brian Silverman**, U. of Toronto (Canada)
- **Pablo Spiller**, U. of California Berkeley (Etats-Unis)
- **Stéphane Straub**, Ecole d'Economie de Toulouse (France)

Nos mécènes



Nos partenaires finançant des thèses CIFRE



Nos partenaires ouvrant leurs données



Nos partenaires académiques



La Chaire s'étend à l'international

Création du Pôle Eau à la Florence School of Regulation (European University Institute)

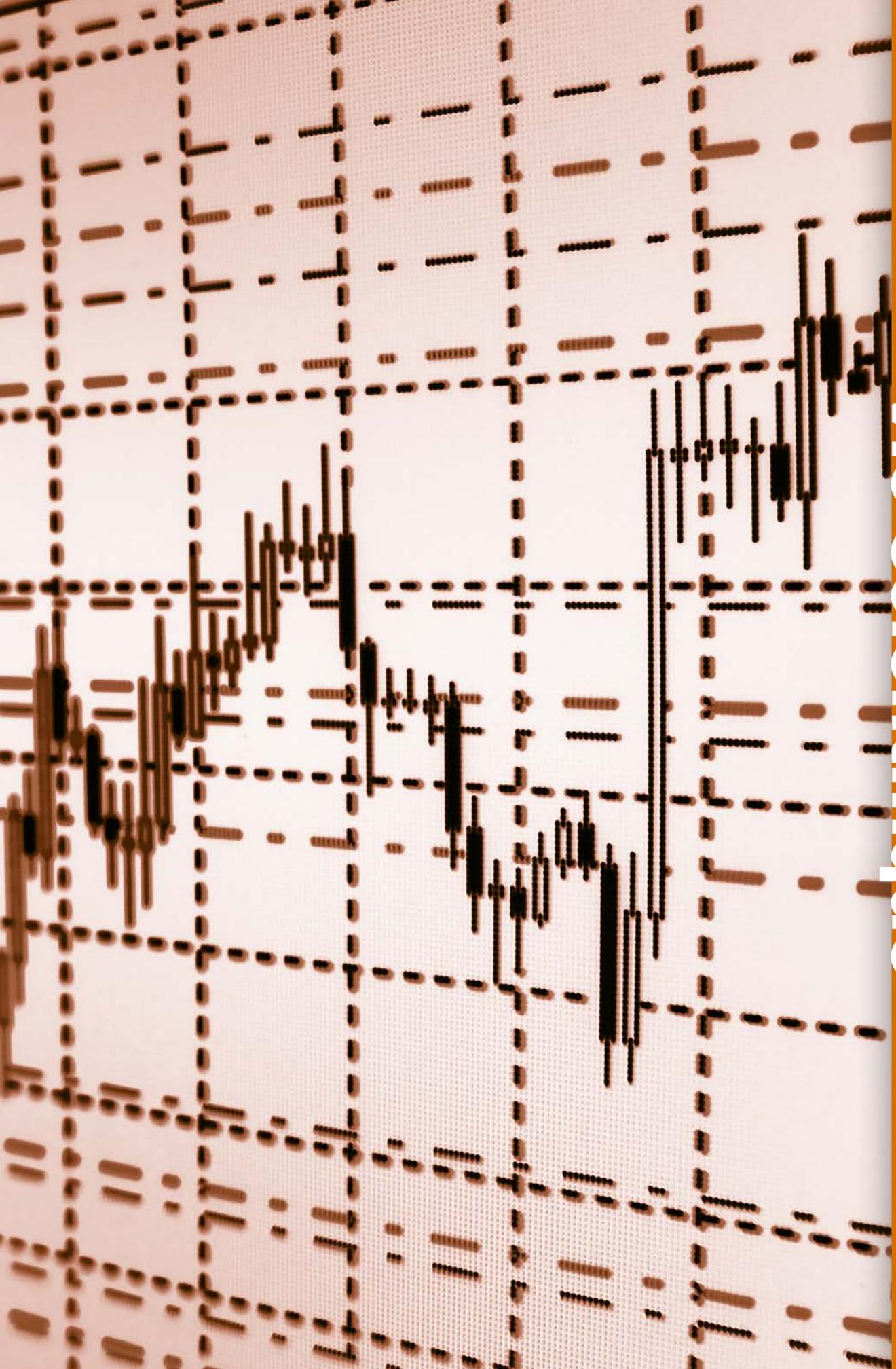


Le Pôle eau a été créé au début de l'année 2014 par une initiative conjointe de la Florence School of Regulation et de la Chaire Economie des Partenariats Public-Privé de l'IAE de Paris. Le projet commun de créer un groupe de travail européen axé sur les enjeux liés à la régulation du secteur de l'eau en Europe a été lancé dès 2013 lors de l'organisation d'un séminaire sur « Smart regulation and governance for water services in Europe ». L'objectif de cette initiative, appelée « WaterReg project » est de rassembler des chercheurs, régulateurs et opérateurs de différents pays européens afin d'identifier les principaux enjeux partagés et de construire une feuille de route pour des recherches à venir. Ce projet a initié, et est au cœur, du Pôle Eau de la Florence School of Regulation. Le Pôle eau a été sélectionné par la Commission Européenne en tant qu'European Innovation Partnership on Water (EIP Water) action group.





Vie scientifique



Les membres de la Chaire et le Job Market

Lisa Chever

a soutenu sa thèse à l'IAE de Paris en décembre 2013 et a été recrutée par l'Université de Lyon dans le cadre d'un contrat post-doctoral portant sur un benchmarking international des politiques publiques encourageant le développement des smart grids.



Simon Porcher

a soutenu sa thèse à l'IAE de Paris en décembre 2012 et a été recruté en tant que Research Fellow and Lecturer à la London School of Economics and Political Science (début 2014).



Guillaume Fonouni-Farde

a soutenu sa thèse à l'IAE de Paris en juin 2014 et a rejoint le Groupe Spallian en qualité de directeur associé.



Michael Klien

était post-doctorant à la Chaire EPPP et a été recruté en tant que chercheur par l'Austrian Institute of Economic Research (WIFO) (fin 2014).



John Moore

a soutenu sa thèse à l'IAE de Paris en décembre 2013 et a été recruté par l'Université de Grenoble dans le cadre d'un contrat post-doctoral CNRS portant sur les smart grids et la "demand response".



Eshien Chong

était Maître de Conférences à l'IAE de Paris et a été recruté en tant que rapporteur permanent des services d'instruction de l'Autorité de la Concurrence



Les recrutements

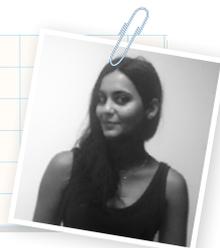
Yoan Robin

a commencé sa thèse en 2013 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et l'INRA sur le sujet suivant : « La gouvernance des cantines scolaires : impact sur la qualité, le prix et les filières locales d'approvisionnement. »



Zoé Le Squeren

a commencé sa thèse en 2013 à l'IAE de Paris sur le sujet suivant : « Public-Private Procurements and Car Park Sector »



Louise Vidal

a commencé sa thèse en 2014 à l'IAE de Paris, en partenariat avec la Ville de Paris, sur le sujet suivant : « Responsible Public Procurement and Social Enterprises »



Alexandre Mayol

a commencé sa thèse en 2014 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne sur le sujet suivant : « Régulation et efficacité des PPP : une application aux smart cities »



Ouiam Kaddouri

a commencé sa thèse fin 2014 à l'IAE de Paris, en partenariat avec l'entreprise Meanings (agence de communication corporate), sur le sujet suivant : "Le Management Stratégique de la Responsabilité Sociale des Entreprises"



Les projets de recherche financés en 2013-2014

ADEME

- Analyse économique du traitement des déchets en France.
- Analyse statistique et économétrique des déterminants des choix des modes de gestion (gestion publique ou privée) et évaluation de l'efficacité relative de ces modes de gestion pour les services de collecte des déchets en France.



Terminé en 2013

OCDE

- La performance des entreprises publiques locales.
- Analyse des différents types d'EPL, évaluation de leur performance et détermination des défis institutionnels et des contraintes en termes de capacités.



Terminé en 2013

Conseil Français de l'Énergie

- Analyse économique des contrats de performance énergétique.
- Analyse des déterminants des choix des modes de gestion des collectivités locales en matière de rénovation énergétique et évaluation de l'efficacité des contrats de performance énergétique (CPE).



Terminé en 2013

Conseil Français de l'Énergie

- Les nouvelles pratiques contractuelles pour la distribution d'électricité.
- Analyse des déterminants des choix contractuels des collectivités locales en matière de distribution d'électricité et des activités connexes dans le contexte de transition énergétique.



En cours

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

- Benchmarking des services d'eau en France.
- Analyse économétrique de l'efficacité relative des services d'eau en France.



En cours

Ville de Paris

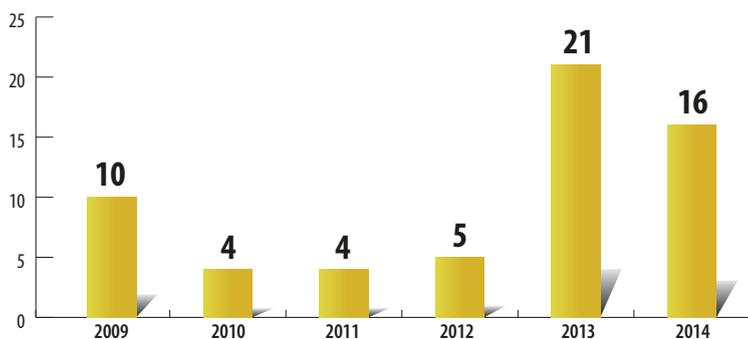
- Les smart grids au cœur de la Ville Intelligente et Durable : Enjeux et perspectives pour Paris – Une analyse économique.
- Analyse des conditions d'efficacité des mécanismes incitatifs pour le déploiement des smart grids et détermination des leviers locaux d'intervention.



En cours

Les publications académiques

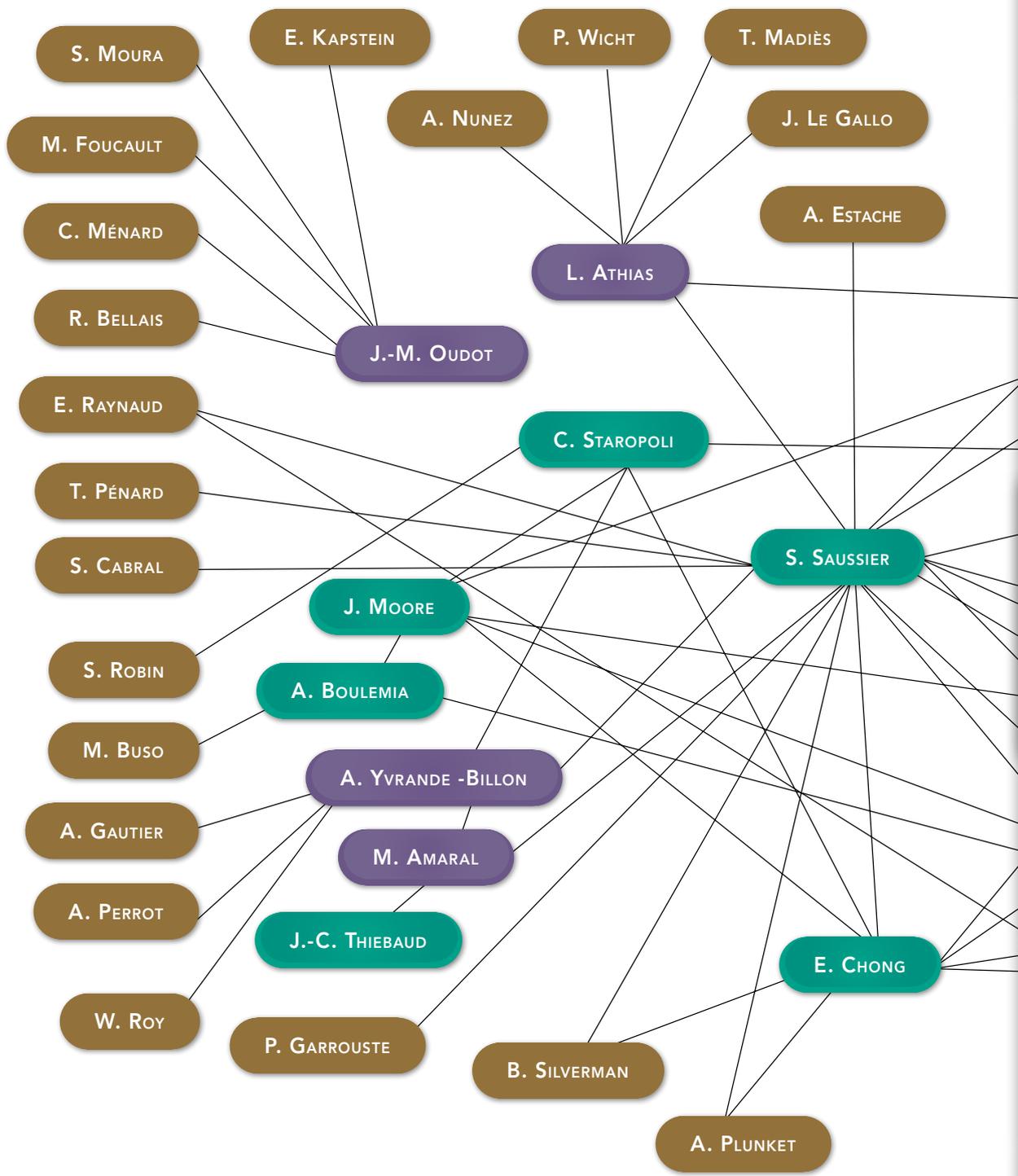
La Chaire a publié soixante articles de recherche et ouvrages depuis 2009 dont une trentaine en 2013-2014.



Environ la moitié de ces publications a été coécrite entre membres de la Chaire ou avec des chercheurs externes.

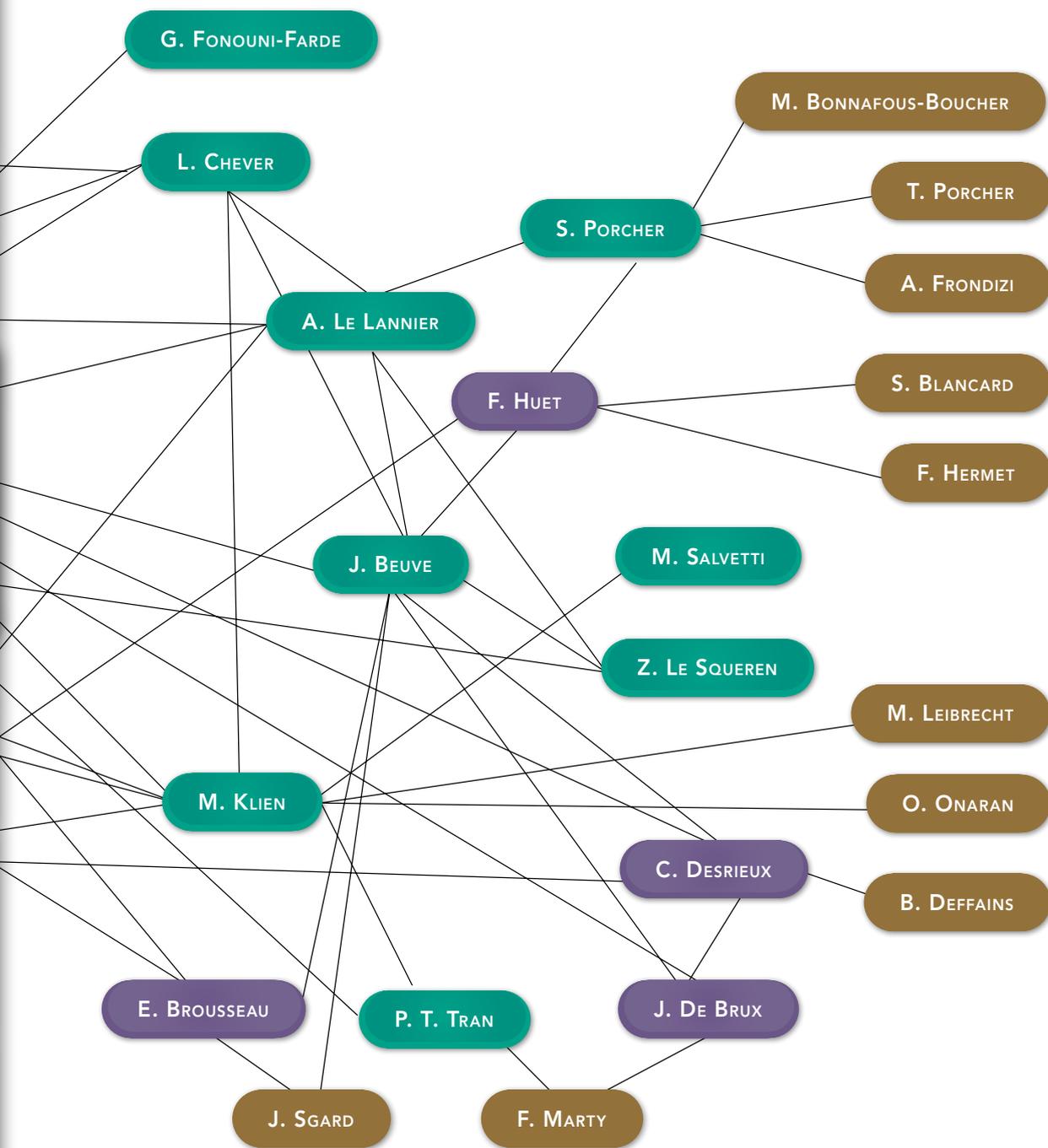


Le réseau de co-auteurs



Liste alphabétique des auteurs extérieurs (et leurs institutions)

Bellais R. (ENSTA Bretagne); Blancard S. (AgroSup Dijon); Bonnafous-Boucher M. (Ministère des Affaires Etrangères); Brousseau E. (Université Paris Dauphine); Buso M. (Université de Padoue - Italie); Cabral S. (Université Fédéral de Bahia - Brésil); Deffains B. (Université Paris 2 Assas); Foucault M. (Sciences-Po Paris); Frondizi A. (Sciences-Po Paris); Garrouste P. (Université Nice Sophia Antipolis); Gautier A. (HEC - Université de Liège); Hermet F. (Université de la Réunion); Kapstein E. (Université d'Arizona - Etats-Unis); Le Gallo J. (Université de Franche-Comté); Leibrecht M. (Austrian Institute of Economic Research WIFO - Autriche); Madiès T. (Université de Fribourg - Suisse); Marty F. (Université de Nice Sophia Antipolis); Ménard C. (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne); Moura S. (Observatoire Economique de la Défense); Nuñez A. (Banque Mondiale); Onaran O. (Université de Greenwich - Angleterre); Pénard T. (Université de Rennes); Perrot A. (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne & ENSAE); Plunket A. (Université de Lorraine); Porcher T. (ESG Paris); Reynaud E. (INRA Paris); Robin S. (Université de Lyon 2); Roy W. (Service Transports de la Communauté urbaine du Grand Nancy); Sgard J. (Sciences-Po Paris); Silverman B. (Rotman School of Management - Université de Toronto - Canada); Wicht P. (Université de Fribourg - Suisse)



L'ensemble des publications

2013-2014

- Antonio Estache et Stéphane Saussier (2014), Public-Private Partnerships and Efficiency: A Short Assessment. *CESifo DICE Report* 12 (3).
- Miguel Amaral et Jean-Christophe Thiébaud (2014), Vertical Separation in Rail Transport: How do Prices Influence Coordination. *Network Industries Quarterly*, Vol. 16, n°2.
- Julie de Brux et Frédéric Marty (2014), IPPP: Risks and Opportunities, An Economic Perspective. *European Procurement & Public Private Partnership Law Review*, issue 2/2014.
- Aude Le Lannier et Simon Porcher (2014), Efficiency in the public and private French water utilities: prospects for benchmarking. *Applied Economics*.
- Simon Porcher (2014), Efficiency and equity in two-part tariffs: the case of residential water rates. *Applied Economics*.
- Raphaël Homayoun Boroumand, Stéphane Goutte, Simon Porcher et Thomas Porcher (2014), Correlation evidence in the dynamics of agricultural commodity prices, *Applied Economics Letters*, forthcoming.
- Michael Klien (2014), The political side of public utilities: How opportunistic behaviour and yardstick competition shape water prices in Austria. *Papers in Regional Science*, forthcoming.
- Simon Porcher et Thomas Porcher (2014), The Determinants of Margins in French Retail Gasoline Markets, *Applied Economics Letters*, forthcoming.
- Renaud Bellais, Martial Foucault et Jean-Michel Oudot (2014), Economie de la défense. *Repères La Découverte*.
- Axel Gautier et Anne Yvrande-Billon (2014), Contract Renewal as an Incentive Device. An Application to the French Urban Public Transport Sector, *Review of Economics and Institutions*. Vol. 4(1).
- Julie de Brux et Claudine Desrieux (2014), To allot or not to allot Public Services in Europe? An incomplete contract approach. *European Journal of Law and Economics*, June, Volume 37, Issue 3.
- Michael Klien (2014), Tariff increases over the electoral cycle: A question of size and salience. Forthcoming in *European Journal of Political Economy*.
- Eshien Chong, Carine Staropoli et Anne Yvrande-Billon (2014), "Auction vs. Negotiation: looking for New Empirical Evidences". In *Manufacturing Markets*, Ed. By E. Brousseau et J-M. Glachant. *Cambridge University Press*.
- Frondizi A. and S. Porcher (2014), "Sidewalk's Queens: Popular Prostitutions and Urban Economy in Fin-de-Siècle Paris", *Handbook on the Economics of Prostitution*, *Oxford University Press*, forthcoming.
- Michael Klien (2014): Corporatization and the behavior of public firms: How shifting control rights affects political interference in water prices. *Review of Industrial Organization*.
- Bruno Deffains et Claudine Desrieux (2014), To litigate or not to litigate? The impacts of thirdparty financing on litigation, forthcoming, *International Review of Law and Economics*.
- Eshien Chong, Carine Staropoli et Anne Yvrande-Billon (2013), Enchères ou négociations dans les marchés publics : une analyse empirique. *Revue d'Economie Industrielle*, 2013 (1), n°141.
- John Moore (2013), Stabilité externe et anticipation des offres concurrentielles par les ententes dans les marchés publics : une analyse empirique. *Revue d'Economie Industrielle*, 2013 (1), n°141.
- Jean Beuve, Julie de Brux et Stéphane Saussier (2013), Renégocier pour durer : une analyse empirique des contrats de concessions. *Revue d'Economie Industrielle*, 2013 (1), n°141.

L'ensemble des publications

2013-2014

- Claudine Desrieux, Eshien Chong et Stéphane Saussier (2013) Putting all one's eggs in one Basket: Relational contracts and the management of local public services. *Journal of Economic Behavior & Organization*.
- Miguel Amaral, Stéphane Saussier et Anne Yvrande-Billon (2013), Does Competition for the Field Improve Cost Efficiency? Evidence from the London Bus Tendering Model. *Journal of Transport and Economic Policy*, 47 (1).
- Simon Porcher (2013), Une estimation des coûts d'efficience des tarifs actuels des services publics de l'eau en France. *Revue Economique*.
- Sandro Cabral et Stéphane Saussier (2013), Organizing Prisons through Public-Private Partnerships: a Cross-Country Investigation. *Brazilian Administration Review*, January-March, Volume 10, N.1.
- Guillaume Fonouni-Farde (2013), « Le contrat de partenariat public-privé en matière de défense ». In *Le droit de la sécurité et de la défense*. Ed PUAM.
- Maria Salvetti (2013), Les évaluations économiques en appui à la gestion de l'eau et des milieux aquatiques. Publication de l'ONEMA, Coll. *Comprendre pour Agir*, n°8.
- Carine Staropoli et Stéphane Robin (2013), La Contribution de l'économie expérimentale à l'analyse de l'efficacité des marchés. *Revue Française d'Economie*.
- Carine Staropoli et Stéphane Robin (2013), L'importance des institutions d'échange : une mise en perspective par les expériences de marché. *Revue Française d'Economie*.
- Freddy Huet et Simon Porcher (2013), « Innovation and regulatory outcomes: Evidence from the public-private contracts for water supply in France ». In " *Governance, Regulation and Innovation: Theory and Evidence from Firms and Nations* ". Edited by Mehmet Ugur.
- Laure Athias (2013), Local Public-Services Provision under Public-Private Partnerships: Contractual Design and Contracting Parties' Incentives. *Local Government Studies*, Vol. 39 (3).
- Stéphane Saussier et Phuong Tra Tran (2013), L'efficacité des contrats de partenariat en France : Une première évaluation quantitative. *Revue d'Economie Industrielle* N°140.
- Laure Athias (2013), « La contractualisation de service public : une analyse économique », dans Ladner Andreas et al. (eds), *Manuel d'administration publique suisse*, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, Lausanne, chap 34.
- Aude Le Lannier et Stéphane Saussier (2013), *Management des Entreprises*. Eyrolles.
- Simon Porcher (2013), "Regulation and ICT Capital Input: Empirical Evidence from 10 OECD Countries". In " *Governance, Regulation and Innovation: Theory and Evidence from Firms and Nations* ". Edited by Mehmet Ugur.
- Eshien Chong, Aude Le Lannier et Carine Staropoli (2013), « Les contrats de performance énergétique à l'heure du bilan. L'éclairage de l'économie des contrats ». Dans " *Energie, L'Union Européenne à la croisée des chemins* ", *Economies et Sociétés*, Série " *Economie de l'Energie* ", EN, n°12, 02/2013.
- Eshien Chong, Aude Le Lannier et Carine Staropoli (2013), « La rénovation énergétique des bâtiments : les collectivités territoriales au milieu du gué ». In *Droit et Gestion des Collectivités Territoriales 2013 : " Les collectivités territoriales et l'Énergie. Ambitions et contradictions "*, éd. Le Moniteur.

Participations à des sociétés savantes et associations scientifiques depuis 2009

isnie



La Chaire EPPP est fortement impliquée dans l'organisation des événements scientifiques (séminaires, école d'été annuelle) de l'ESNIE (European School of New Institutional Economics) et de l'ISNIE (International Society for New Institutional Economics).



La majorité des membres de la Chaire est membre de l'IOS (Industrial Organization Society).

AFDSD

Association Française de Droit de la Sécurité et de la Défense



Guillaume Fonouni-Farde est membre de la Chaire MADP (Mutation de l'action publique et droit public) de Sciences Po et de l'AFDSD (Association Française de Droit de la sécurité et de la défense).



Simon Porcher est Expert à Terra Nova sur les questions d'éducation ; Membre du cercle de réflexion « club du 6 mai » ; Membre de l'Academy of Management et Expert paneliste pour le thème « water integrity » de l'OCDE.



Julie de Brux est membre du Business Advisory Board de l'UNECE-ONU et rapporteur de la commission économique de l'IGD (Institut de Gestion Déléguée) dans le cadre de la transposition de la Directive concessions.



Carine Staropoli est membre du CODIR de l'AEE (Association des Économistes de l'Énergie) et responsable de la Commission Énergie et Collectivités Territoriales du GRALE (Groupement de Recherche sur l'Administration Locale en Europe).



Jean Beuve est Conseiller Scientifique au CAE (Conseil d'Analyse Économique), organisme placé auprès du Premier Ministre.



Eshien Chong est membre de l'AES (American Economic Society).



Stéphane Saussier est Président de la Commission Economique de l'IGD (Institut de Gestion Déléguée) et Directeur du Pôle Régulation de l'eau de la Florence School of Regulation.



Prix et distinctions (2009-2014)

☛ **Simon Porcher** a reçu les prix et distinctions suivants :

- ★ *Dissertation distinguished by the French Association of Doctors in Law (2014) ;*
- ★ *Best dissertation award of the Public and Non-Profit Division of the Academy of Management (2013) ;*
- ★ *Research Fellowship at the European University Institute in Florence (2013) ;*
- ★ *Ronald B. Shuman award of the best graduate student paper, Academy of Management (2012) ;*
- ★ *Finalist for the best paper, Conference on Public Utilities in Milan (2010).*

☛ **John Moore** a reçu les prix et distinctions suivants :

- ★ *Mention honorable au prix de thèse Ronald H. Coase, ISNIE Conference (2014) ;*
- ★ *Best Doctoral Student Conference Paper Award, Division Public and Non Profit, Academy of Management (2014) ;*
- ★ *Top Reviewer Award, Journal of Public Administration Research and Theory, Division Public and Non Profit, Academy of Management (2014) ;*
- ★ *Prix du meilleur projet de thèse, ESNIE conférence (2011).*

☛ **Guillaume Fonouni-Farde** a reçu le prix suivant :

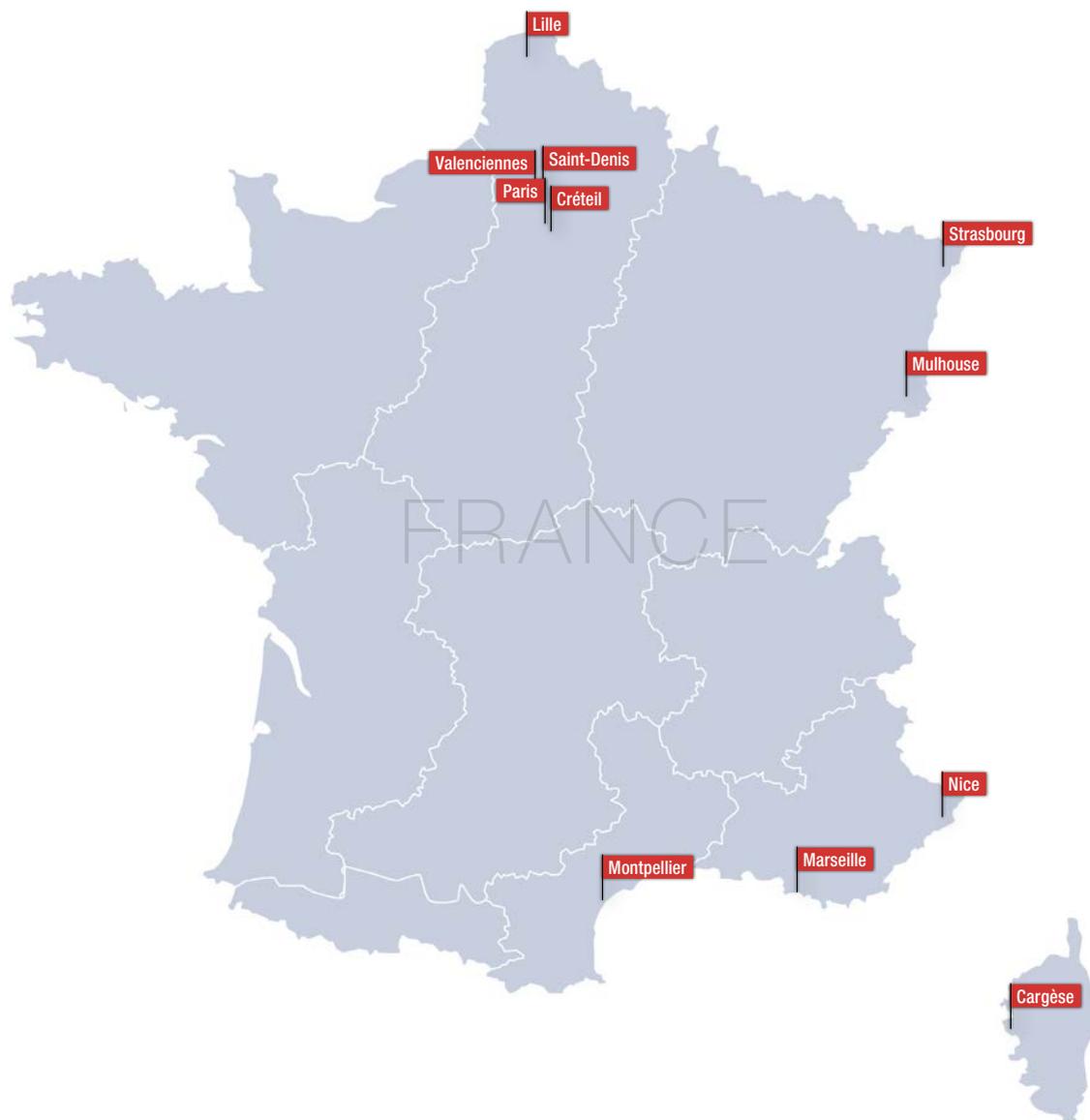
- ★ *Prix Jeune chercheur 2013 décerné par le Conseil scientifique de l'AFDSD.*

☛ **Anissa Boulemia** a reçu les prix et distinctions suivants :

- ★ *Prix du Meilleur projet de thèse, ESNIE conference (2012) ;*
- ★ *Best Doctoral Student Conference Paper Award, Division Public and Non Profit, Academy of Management (2014).*

2013-2014

La Chaire EPPP finance les interventions de ses membres à des conférences et séminaires de recherche, permettant de diffuser très largement leurs travaux. Ces conférences et séminaires sont listés ci-dessous pour l'année 2013-2014. La liste exhaustive des interventions de chacun des membres est disponible sur leur page personnelle (<http://chaire-eppp.org/membres>). La Chaire EPPP est présente dans toutes les grandes conférences nationales et internationales dans les domaines de l'économie, du management des organisations et de l'économie industrielle.





2014

- Colloque Engagement et Citoyenneté, Paris I.
- Colloque de l'AFDSD, Mulhouse.
- Conférence Reforming Public Service Delivery, IDHEAP Lausanne.
- European Public Choice Society (EPCS), Robinson College, Cambridge.
- Université Saint-Denis Economics Seminar, Saint-Denis.
- IAE Gustave Eiffel Healthcare Seminar, Créteil.
- Université Paris Sorbonne Economics Seminar, Paris.
- Conference ICCM, ESG Management School, Paris.
- European Association of Law and Economics conference, Marseille.
- Séminaire de recherche, Université de Mannheim.
- Strategic Management Society (SMS) Extension Workshop on « Public-Private Governance, Social Value and Innovative Organizational Design », HEC, Paris.
- Conférence "International Society for New Institutional Economics" (ISNIE), Duke University.
- 12th Annual International Industrial Organization Conference (IIOC), Northwestern University.
- 3rd conference on the Regulation of Infrastructure, Florence School of Regulation, Florence.
- Academy of Management (AOM) Annual Meeting, Philadelphia.
- European Academy of Management (EURAM) Annual Meeting, Valencia.
- Auction, Competition, Regulation and Public Policy, Lancaster.
- Annual meeting of the Austrian Economic Association, Vienna.
- European School of New Institutional Economics conference, Corse.
- PhD course, Empirical Applications of Economic Organization and Institutions in Agri-Food value chains, Slovénie.
- Journée des Doctorants du SAD (Sciences pour l'Action et le Développement), Montpellier.
- 20^e rencontres parlementaires de la défense, Paris.
- The Impact of Institutions and Regulation on Public Services - BRISTOL University.
- OECD / meeting of the Working Party 2 of the Competition Committee, OECD France.
- Second edition of the Public Procurement Symposium, Budapest (invitation).
- Séminaire Chaire Ministère du Développement Durable/ PSE - La transition énergétique, clé de notre prospérité ? (invitation).



2013

- Journées de Microéconomie Appliquée (JMA), Université de Nice-Sophia Antipolis, Nice.
- European Group for Organization Society Conference, Montreal.
- Colloque de l'AFDSD, Nice.
- Conférence Efficiency organisée par l'Astee et l'IWA, Paris.
- Programme Européen de recherche « Economic instruments policy for water », Strasbourg.
- IAE Gustave Eiffel Strategy Seminar, Créteil.
- COST workshop, Brussels.
- IAE Lille Seminar, Lille.
- HEC Liège Seminar, Liège.
- Smart Governance and Regulation of Water in Europe, Florence School of Regulation, Italy.
- Invited speaker at the 6th annual Senior PPP Officials, OECD, Paris.
- Workshop sur "Sustainable Public Procurement : Research Trends and New Challenges, Higher School of Economics, Russie.
- Conférence de la "European Public Choice Society", ETH Zürich.
- Ecole d'été "Russian Summer School for Institutional Analysis" (RSSIA), Higher School of Economics, Russie.
- La gestion stratégique des administrations publiques à l'aune des objectifs et résultats de performance publique, Centre de Recherche Public Henri Tudor Luxembourg, 21
- International Institute of Public Finance, Sicily.
- Innovation in Public Finance, Politecnico di Milano, Italy.
- XVII conference "International Research Society for Public Management", Prague.
- ISNIE Conference, Florence.
- Seminari "Concorrenza e Regolamentazione", Université de Padova (invitation).
- Academy of Management Conference (AOM), Lake Buena Vista, Orlando.
- European Academy of Management Conference (EURAM), Galatasaray University, Istanbul.
- European Transport Conference, Frankfurt.
- Symposium "L'espace Ferroviaire Unique Européen : Quelles Réalités ?", Valenciennes.
- IPF Conference, Milan.
- Séminaire SHEAU de l'Unité Gestion de l'Eau, Acteurs, Usages (G-EAU), AgroParisTech-Engref, Montpellier.
- Sixth Annual Conference on Competition and Regulation in Network Industries, TU Delft, Brussels.
- Conférence internationale Contracts, Procurement, and Public-Private Arrangements, Villa Finaly, Florence.





PREPRIETES DE PARIS

PREPRIETES DE PARIS

Enseignements & Formations



Les membres de la Chaire EPPP enseignent dans différentes écoles et universités, dans les filières d'économie et de gestion, en formation initiale ou continue. Des formations sont également dispensées sur différentes thématiques pour des professionnels.

Institutions dans lesquelles sont dispensés les enseignements académiques

2013-2014

- | | |
|--|--|
| ✘ Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne | ✘ Université de Grenoble |
| ✘ Science Po Paris | ✘ Industrial Management Institute de Téhéran |
| ✘ Université Paris Est Créteil | ✘ IAE de Bordeaux |
| ✘ ESSEC Business School | ✘ Supméca |
| ✘ Université Paris 10 Nanterre | ✘ Ecole Polytechnique |
| ✘ IAE de Paris. | ✘ Université Paris 11 |
| ✘ Université du Caire | ✘ Supelec |
| ✘ Ecole Nationale d'Administration | ✘ Université Paris 2 Assas |
| ✘ Télécom ParisTech | ✘ CSFRS |
| ✘ Université Paris Dauphine | ✘ UNIL |
| ✘ FNEGE | |

Liste des enseignements académiques

2013-2014

- | | |
|--|---|
| → Sécurité défense, Master 1 Relations internationales, Université Paris 1. | → PPPs: trends, economic, legal and financial inputs, ESSEC Business School, Master MUES. |
| → Sécurité défense, Master 2 en Alternance relations internationales, Paris 1. | → Les territoires dans la stratégie d'entreprise, Sciences Po Paris, master STU. |
| → Master Affaires Publiques « La relation d'affaires public-privé dans le secteur de la sécurité et de la défense », Science Po Paris. | → Micro-économie, Master 1 et Master 2, Université de Nanterre. |
| → Analyse de données appliquées à la santé, Master 1 et 2, Université Paris Est Créteil. | → Méthodes quantitatives, MAE Apprentissage et MAE Cycle court, IAE de Paris. |
| → Analyse de données appliquées à la stratégie, Licence 3, Université Paris Est Créteil. | → Statistiques, L1, Le cours d'Assas. |
| → Stratégie, Licence 3, Université Paris Est Créteil. | → Regulation : Theory and Practice, M2 Economie Appliquée, Paris 1. |

Liste des enseignements académiques (suite)

2013-2014

- Organisation des Services Publics locaux, M2 Aménagement du territoire et Développement local, Paris 1.
- Institution and Regulation, M1 Economie Appliquée, Paris 1.
- Economie et Politique Européenne, L2, Paris 1 et Université du Caire.
- Fondements Economiques de la Régulation, M2 Droit Public des Affaires, Paris 1.
- Droit des Propriétés Publiques et fiscalité/ analyse économique, M2 Droit Public des Affaires, Paris 1.
- Contracts Economics - Theoretical and Empirical Approaches, M2 Economie Appliquée, Paris 1.
- Economics of Organizations, M2 Conseil en Organisations, Stratégie et systèmes d'Information, Paris 1.
- Monnaies, banques, politique monétaire et crises financières, Cycle International de Perfectionnement de l'ENA (Ecole Nationale d'Administration).
- Gestion et Economie d'Entreprise, L1, Paris 1.
- Théorie des Organisations et des Marchés, L3, Paris 1.
- Outils marketing : Méthodes quantitatives, Master Marketing et Pratiques Commerciales, IAE de Paris.
- Techniques Quantitatives et Aide à la décision, Master Management et MAE, IAE de Paris.
- Public private Partnerships, Master IREN (Industries de Réseaux et Economie Numérique), Télécom ParisTech.
- Environnement Economique de l'Entreprise, MBA, IAE de Paris - U. de Dauphine - U. Aïn Shams au Caire - FNEGE.
- International Business Environment, Master in International Management, U. de Grenoble- Industrial Management Institute à Téhéran - FNEGE.
- Economic Issues of Globalization, MBA, IAE de Bordeaux - Industrial Management Institute à Téhéran - FNEGE.
- Environnement économique et Gestion de l'entreprise, M2, IAE de Paris.
- Contrôle de gestion industrielle, 3^e année, Supméca.
- Gestion de production, L3, Paris 1.
- Comptabilité de gestion, L2, Paris 1.
- Statistiques, L2, Paris 1.
- Les nouveaux mécanismes concurrentiels : Enchères et contrats, M2 IREN, Paris X, Ecole Polytechnique, Paris XI, Supelec.
- Economie des Partenariats Public-Privé, M2 Droit et Economie, Paris 2.
- Méthodes économiques avancées, M2 Droit et Economie, Paris 2.
- Economie de l'Organisation des entreprises, M2 Stratégie de l'entreprise et économie industrielle et M1 Economie managériale et industrielle, Paris 2.
- Economie industrielle appliquée, M2 Economie des litiges numériques, Paris 2.
- Analyse économique du droit, L2, Collège de droit, Paris 2.
- Politique de la concurrence, M1, Certificat d'analyse économique du droit, Paris 2.
- Cours de méthodologie, Collège d'économie, L3, Paris 2.
- Economie de la défense et de la sécurité, Master Science Po Paris.
- Economie de la défense, MOOC du CSFRS.
- Eléments d'analyse économique, Master Politique et Management Publics, UNIL.
- Economie publique, Master Politique et Management Publics, UNIL.
- Contract Economics and Organization of Public Services, Master Politique et Management Publics, UNIL.

Institutions dans lesquelles des formations ont été dispensées

2009-2014



Office de l'eau de la Martinique



SNCF



Office de l'eau de la Guyane



EDF - R&D



Ecole supérieure de management des ressources en eau d'Algérie



EDF



Supélec

SUPELEC



Brazilian Agency of Petroleum, Natural Gas and Biofuels (ANP – Régulateur national)



FONDATION NEUCHÂTELOISE POUR LA COORDINATION DE L'ACTION SOCIALE

Fondation neuchâteloise pour la coordination de l'Action Sociale



UNIVERSITÉ PANTHÉON-ASSAS | PARIS II



Ecole d'été Yale-Paris 2



Ville de Lausanne



Collège d'enseignement supérieur de l'armée de terre (CESAT)



IAE de Paris

Liste des formations à destination des professionnels

2009-2014

Maria Salvetti

- « Les bases de l'économie de l'environnement : valeur économique totale, externalités, évaluation des biens et des services environnementaux », Office de l'eau de la Martinique, 2013.
- « Analyses économiques dans la DCE : récupération des coûts, coût-efficacité et coût-bénéfice », Office de l'eau de la Guyane, 2014.
- « Financement des services d'eau : tarifs, transferts, taxes », Ecole supérieure de management des ressources en eau d'Algérie, 2013 et 2014.
- « Approche sociale de la tarification et loi Brottes », Office de l'eau de la Guyane, 2014.

Aude Le Lannier

- « Concessions versus Authorization, The French case », ANP-FSR Course on gas regulation, Rio de Janeiro. Brazilian Agency of Petroleum, Natural Gas and Biofuels (ANP), 2013.

Claudine Desrieux

- « Les partenariats public-privé », Ecole d'été Yale-Paris 2, 2014.

Guillaume Fonouni-Farde

- « Les contrats d'externalisation dans le domaine de la défense », Collège d'enseignement supérieur de l'armée de terre (CESAT).

Simon Porcher

- Formation continue en économie, SNCF, 2010-2012.

Carine Staropoli

- « Formation des prix sur un marché forward », EDF - R&D, 2014.
- « Simulation de marchés électriques », EDF, depuis 2005.
- « Pouvoir de marché et manipulation des prix dans le système électrique libéralisé », Master Ingénieur d'Affaires Marchés Electriques, SUPELEC, formation continue, 2010.

Laure Athias

- « La contractualisation de services dans le domaine de l'action sociale : une analyse économique », Séminaires Spécialistes pour Cadres, Fondation neuchâteloise pour la coordination de l'Action Sociale, 2014.
- « Choix organisationnels en matière d'infrastructures sportives », Séminaires Spécialistes pour Cadres, Ville de Lausanne, 2013.

Stéphane Saussier

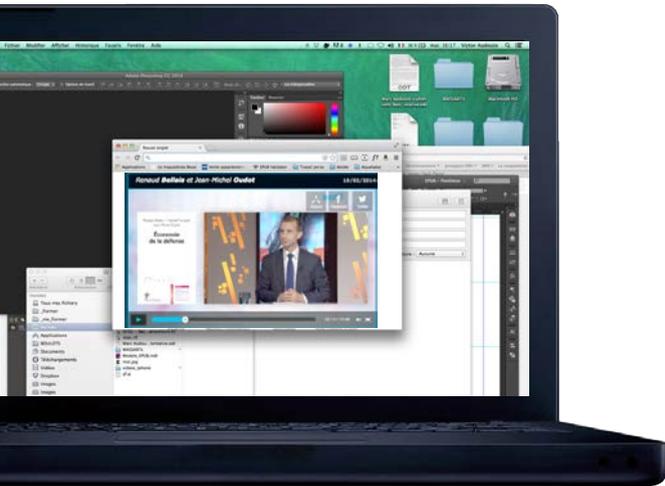
- « Les partenariats public-privé », International MBA et Global Partner MBA de l'IAE de Paris ainsi que MBA de l'IAE de Paris à Pékin.

SOLUTION **think** **key** **leadership** **vision** **process**
marketing **idea** **team** **process**
efficient **effective** **MOTIVATION**
INSPIRATION **business**
vision **brand** **result** **project**
goal **refresh** **business**
new **training** **plan**



Contributions au débat public

Les membres de la Chaire EPPP diffusent leurs travaux et/ou leurs réflexions économiques via différents canaux médiatiques.



«Un partenariat public-privé n'est pas une privatisation d'un service»

Votation communale
Metamorphose
27 septembre 2009

FINANCEMENT
L'opération coûtera 2,3 milliards de euros. La ville peut-elle le permettre en partenariat avec le secteur privé ?



Combien coûtera Metamorphose ?
L'opération de la ville...

À l'origine de la ville
L'opération de la ville...



- « Soulagement général après l'accord » par Laure Athias. [20 minutes](#).
- « Partenariats public-privé : de quoi s'agit-il exactement ? », par Laure Athias. [Media Planet](#).
- « Un partenariat public-privé n'est pas une privatisation d'un service », par Laure Athias. [24 heures](#).
- « Wider das Vorhaben von Economiesuisse », par Laure Athias (avec Mario Jametti). [Neue Zürcher Zeitung](#).
- Entretien TV de Jean-Michel Oudot suite à la publication du Repères sur l'Economie de la défense. [Xerfi Canal](#).
- Interview radio de Guillaume Fonouni-Farde sur le partenariat public-privé. [RCF](#).
- Interview de Stéphane Saussier sur « 10 ans de PPP : Idées reçues et vrais dangers ». [La Gazette des Communes](#).
- « La SEM à opération unique » par Stéphane Saussier. [Les Echos](#).
- Intervention de Stéphane Saussier sur « prix de l'eau et DSP » dans un documentaire dédié aux PPP. [Arte](#).
- « A quand un dialogue raisonné sur le prix de l'eau en France ? », par Stéphane Saussier. [Le Cercle-Les Echos](#).
- « La contribution de l'économie expérimentale à l'analyse de l'efficacité des marchés », par Carine Staropoli. [Le Cercle-Les Echos](#).
- Interview d'Anissa Boulemia pour un article intitulé « Affaire Armor Lux : et si les marchés publics privilégiaient les PME françaises ? ». [La Tribune](#).
- Interview de Carine Staropoli sur les avantages et les risques de la tarification du gaz et de l'électricité par paliers, proposée par le député socialiste François Brottes. [Challenges.fr](#).
- [LeMoniteur.fr](#) propose un résumé des interventions du petit-déjeuner de la Chaire EPPP du 26 mars 2013 consacré à la loi Sapin.
- Dans [Le Monde](#) 05/03/2013, l'article « Bercy face à "la bombe à retardement" des partenariats public-privé » a cité la chaire EPPP, ainsi qu'un résultat de l'étude sur la performance des contrats de partenariat (Stéphane Saussier & Phuong Tra Tran).
- Un bref passage de Stéphane Saussier sur [i>tele](#) dans le cadre de l'émission « Le Grand Format » consacrée aux PPP.
- Le site [lemoniteur.fr](#) consacre un article aux résultats de l'Étude sur les conditions d'efficacité des CPE réalisée par Eshien Chong, Aude Le Lannier et Carine Staropoli.
- Un résumé de l'étude "Performance des Contrats de partenariat" (Saussier S., Tran P.T.) est publié dans le [PPP Mag](#).
- Le magazine [Décideurs - Stratégie Finance Droit](#) résume l'intervention d'Aude Le Lannier sur les contrats de performance énergétique lors des 3^e rencontres territoriales de l'énergie.
- « Risques et opportunités des PPP, leviers d'action pour les collectivités » par Stéphane Saussier. [Millénaire3](#).
- « Les PPP, une aubaine ou une malédiction pour l'Etat ? » par Stéphane Saussier. [Décision-Achats.fr](#).
- Passage de Stéphane Saussier sur [France 3](#), concernant le SEDIF et l'efficacité des délégations de services publics pour la gestion de l'eau en France.

Le Monde

L'OBS

Clarín
El gran diario argentino

L'Expansion

LA PRESSE
CA

LA TRIBUNE

Le Temps

MONEYWEEK

rfi

ICI RADIO-CANADA

LE FIGARO

La Libre.be

Freakonomics
The Hidden Side of Everything

Marianne

CANAL+



Et aussi toutes les interventions de Simon Porcher...

- « Ce que la France et l'Allemagne peuvent mutuellement s'apprendre en matière de politique industrielle ». [Le Monde](#).
- « Débat Hollande-Sarkozy : lequel s'est le plus trompé dans ses chiffres ? ». [Lenouvelobs.com](#).
- « Sarkozy se trompe de TVA sociale ». [Lenouvelobs.com](#).
- « Qui a le mieux gouverné la France ces trente dernières années ? ». [Le Monde](#).
- « Crise de la zone euro : peut-on encore gagner du temps avant le suicide économique ? ». [Lenouvelobs.com](#).
- « Pourquoi les agences de notation sanctionnent-elles encore la Grèce ? ». [Lenouvelobs.com](#).
- « Comment peut-on sauver la Grèce ? ». [Le Monde](#).
- « Comment casser les trois arguments de la politique économique de Marine Le Pen ». [Lenouvelobs.com](#).
- « Un euro pour sauver une vie ». [Le Monde](#).
- « Faut-il taxer les sodas pour lutter contre l'obésité ? ». Publié en espagnol dans [Clarín](#), premier journal argentin et deuxième quotidien de langue espagnole au monde. Publié également dans [Le Monde](#).
- « Delta du Niger, une marée noire oubliée ». Publié dans [L'expansion](#), dans la [Presse](#) (Canada), dans [La Tribune](#) et dans [Le Temps](#) (Suisse).
- « L'économie mondiale produit chaque année 5000 marées noires », par Simon Porcher. [Le Monde](#).
- « Dévaluer l'euro ? ». [MoneyWeek](#).
- Entrevue pour [RFI](#) avec Lucia Muzell
- Entrevue pour [Le Monde](#) avec Audrey Garric
- Entrevue pour [Radio Canada](#) avec Julien Bilodeau
- Entrevue pour [Euradionantes](#) avec Charline Cauchie

Citations de Simon Porcher dans la presse

- Sur la génération Y et les slasheurs dans [Le Figaro](#).
- Sur la campagne présidentielle française de 2012 dans [Lalibre.be](#).
- [Freakonomics](#) parle de l'article scientifique de Simon Porcher sur la prostitution à la Belle Epoque.
- Sur le plan de rigueur français dans [Marianne](#).
- Simon a été également Chroniqueur économique de substitution 'Eco&co' à la matinale de [Canal +](#) (2010)



Nos autres communications et publications « grand public »

- L'Anti-Corruption Research Network, une plateforme en ligne affiliée à Transparency International et recensant les résultats innovants en matière de recherche contre la corruption, a présenté et commenté un papier de recherche écrit par Lisa Chever et John Moore.
- « Bilan et évolutions des contrats de partenariat d'éclairage public en France », par Aude Le Lannier et Phuong Tra Tran. Contrats Publics.
- « Entreprises de services de sécurité et de défense (ESSD) et contractualisation publique en France : une contractualisation insurmontable ? », par Guillaume Fonouni-Farde. Sécurité globale.
- « Passation d'un contrat de partenariat : les enjeux liés à la préservation de l'information stratégique lors d'un dialogue compétitif », par Guillaume Fonouni-Farde. Face au risque.
- « La mesure des impacts socio-économiques des infrastructures », par Julie de Brux. Ponts et Chaussées Magazine.
- « Urban innovation: a crucial stake for reworking cities », par Julie de Brux. The European Files.
- « PPPs in Europe: a new growth dynamic », par Julie de Brux. The European Files.
- « Les PPP pour relever les défis des mobilités de demain », par Julie de Brux (avec Louis-Roch Burgard). Infrastructures et Mobilité.
- « Echanges internationaux et base industrielle et technologique de défense », par Jean-Michel Oudot (avec Sylvain Moura). EcoDef.
- 20 Dissertations d'économie, spécial HEC, par Simon Porcher (avec Martin Merle), Ellipses.
- 20 questions d'économie, par Simon Porcher (avec Vincent Levraut), Ellipses.



Le blog de la Chaire

Le site internet de la Chaire héberge un blog via lequel les membres de la Chaire EPPP annoncent et discutent des sujets et événements d'actualité ayant trait à l'économie des organisations en général et aux PPP en particulier :

<http://chaire-eppp.org/blog>

Les notes synthétiques

La Chaire EPPP produit régulièrement et met en ligne des notes courtes visant à communiquer auprès du grand public sur ses récents travaux (<http://www.chaire-eppp.org/notes>).

Les notes suivantes ont été produites à ce jour :

- **2014-4** : Réformer les tarifs de l'eau en France : Une étude sur les marges des opérateurs et une simulation de réformes tarifaires
- **2014-3** : Corporatization and the behavior of public firms: How shifting control rights affects political interference in water prices
- **2014-2** : Renégocier pour durer ? Une analyse empirique des renégociations dans les contrats de parking
- **2014-1** : Les ententes face à la concurrence dans les marchés publics français : une analyse empirique
- **2013-4** : Quel est l'impact sur les prix du choix d'un même opérateur pour la gestion de plusieurs services publics locaux ?
- **2013-3** : Modes de gestion et performance des services de collecte des déchets en France

- **2013-2** : Modes de gestion, prix de l'eau et renouvellement des délégations de service public : une analyse du cas de la France (1998-2008)
- **2013-1** : Les procédures négociées doivent-elles devenir des outils de droit commun ? Une analyse empirique
- **2012-3** : Complexité des projets et recours aux Contrats de Partenariat : Le cas des contrats de performance énergétique en France
- **2012-2** : Prix, Performance et Modes de Gestion en France
- **2012-1** : La performance des contrats de partenariat en France : Une première évaluation intégrant la phase d'exploitation

Grâce à une transparence plus élevée, les procédures négociées constituent un outil efficace de la modernisation de la commande publique



John Moore et Lisa Chever

Un exemple de note synthétique

Les procédures négociées doivent-elles devenir des outils de droit commun ?
Une analyse empirique

Mars 2013

ENJEUX ET OBJECTIF DE L'ETUDE

Fin 2011, la commission Européenne a édité une proposition de Directive « marchés publics », censée se substituer à la Directive 2004/18/EC, actuellement en vigueur. L'une des suggestions phares de cette proposition consiste à autoriser, sans restriction particulière, le recours aux procédures négociées avec mise en concurrence. A notre connaissance, cette procédure n'a fait l'objet d'aucune évaluation empirique qui validerait ou non l'orientation choisie.

Or, la transposition de la directive 2004 avait déjà ouvert aux acheteurs publics français la possibilité d'utiliser ces procédures pour les marchés de travaux inférieurs à un seuil proche de 5 millions d'€ HT. Cette possibilité les distinguant de la majorité de leurs homologues européens, l'étude du cas français offre un terrain idéal pour consolider ou non la direction prise par la proposition de réforme.

A cet effet, nous disposons de données sur des contrats de travaux attribués par Paris Habitat-OPH, principal bailleur social à Paris. Les données portent sur une période d'analyse suffisamment longue pour d'une part, observer la montée en puissance des procédures négociées, longtemps considérées comme incompatibles avec la culture supposée rigide de la commande publique et d'autre part, s'assurer que les bienfaits ou méfaits observés ne sont pas un phénomène transitoire. Nous établissons notre diagnostic en évaluant l'impact de la négociation sur le montant définitif des offres reçues par l'acheteur.

MISE EN CONCURRENCE AVEC OU SANS NEGOCIATION

Mise en concurrence sans négociation	Mise en concurrence avec négociation
1. L'acheteur public définit ses besoins 2. Les publics	1. L'acheteur public définit ses besoins 2. Les publics (et annonce qu'il y aura une phase de négociation)
3. L'acheteur reçoit une offre finale de chaque firme.	3. L'acheteur reçoit une première offre de chaque firme 4. Négocie les offres (prix & qualité)
4. L'acheteur choisit le vainqueur en fonction de critères prédéfinis.	4. L'acheteur reçoit une offre finale de chaque firme. 5. L'acheteur choisit le vainqueur en fonction de critères prédéfinis.

BASE DE DONNEES

Spécialement constituée pour cette étude, la base de données regroupe les 427 contrats de travaux à prix forfaitaires, attribués par Paris Habitat-OPH entre janvier 2004 et décembre 2010, tous expirés au moment de la collecte. 278 d'entre eux ont été attribués après mise en concurrence et négociation, tandis que les 149 restants ont été attribués après mise en concurrence ouverte sans négociation.

En moyenne, les 427 contrats étudiés sont estimés par notre acheteur public à 1.2 millions d'€ et devraient durer 8,3 mois. Les offres reçues, toutes procédures confondues, sont environ 6% plus élevées que ne le prévoit l'estimatif de l'acheteur. Environ 3,7 offres définitives sont réceptionnées par contrat. La pondération exacte des critères d'analyse des offres est spécifiée dans 64% des cas ; lorsque ce poids est spécifié, le poids accordé à des critères non tarifaires avoisine les 43% et nous avons des informations sur la valeur non tarifaire de chacune des offres réceptionnées. 31% des contrats sont attribués grâce à une MAPA. Nous savons également que, en moyenne, sur chacun des contrats, 411 € sont délégués à des sous-traitants. Nous avons aussi

Les 427 Contrats :

149	278
Mise Négociation	Mise Sans Négociation



Renégocier pour durer ? Une analyse empirique des renégociations dans les contrats de parking

Avril 2014

OBJECTIF DE L'ETUDE

Les renégociations sont souvent perçues comme néfastes dans les relations contractuelles. Bien souvent, elles sont interprétées comme le résultat du comportement opportuniste de l'une des parties, cherchant à renégocier à son avantage le partage du surplus généré par le contrat. Dans les contrats publics, l'opportunisme des opérateurs privés est souvent mis en avant : lors des appels d'offres, ces derniers peuvent enchérir à des niveaux très bas pour remporter dans un premier temps le marché, et ensuite tenter de le renégocier à la hausse. C'est la vision communément admise (voir par exemple l'ouvrage de Guasch, J.-L., 2004. *Granting and Renegotiating Infrastructure Concessions: Doing It Right*, Washington DC, USA: The World Bank).

Cette vision est aussi portée par l'analyse économique des contrats : la théorie des incitations voit dans les renégociations un manque d'engagement des parties, néfaste au surplus global. La théorie des contrats incomplets n'y voit elle qu'un mal nécessaire en raison de l'incomplétude des contrats. La théorie des coûts de transaction apporte une vision plus nuancée. Elle reconnaît que des comportements opportunistes des opérateurs privés comme de la part publique peuvent entraîner des renégociations néfastes, mais que le contrat doit néanmoins s'adapter, évoluer, vivre en accord avec les évolutions de son environnement, bien difficiles à anticiper lors de la signature des contrats. Dès lors il y aurait des renégociations utiles et d'autres à prohiber.

Cette étude cherche à comprendre dans quelle mesure les renégociations sont néfastes ou non à l'une ou l'autre des parties au contrat. Pour cela, les renégociations sont mises en relation avec la volonté des parties contractantes à continuer de coopérer en renouvelant ou non la relation contractuelle lorsqu'elle arrive à son terme. L'hypothèse sous-jacente est que si la renégociation est un jeu à somme nulle (une des parties en bénéficie au détriment de l'autre), alors le contrat aura de plus faibles chances d'être renouvelé.

BASE DE DONNEES

Cette étude est basée sur une base de données constituée de 666 marchés publics et contrats de concessions signés entre 1963 et 2009 par des collectivités locales françaises et un grand opérateur de parking. Parmi ces contrats, nous nous intéressons particulièrement aux 252 contrats qui ont expiré sur la période, afin de nous concentrer sur leur renouvellement ou non en fonction des renégociations qui ont vu le jour pendant leur exécution.

La fréquence des renégociations non prévues contractuellement, la rapidité de la première renégociation ainsi que l'objet des renégociations sont analysés. Les renégociations sont codifiées selon qu'elles portent sur le prix, le périmètre du contrat, la durée, les investissements à réaliser par l'opérateur et l'équilibre financier du contrat.

Tableau 1. Statistiques descriptives

	Total	Concessions	Marchés Publics
Nombre de contrat échus	252	94	158
Nombre de contrat renouvelés	166	42	124
Taux de renouvellement	65,9%	44,7%	78,5%
Nombre moyen de renégociations par an	0,420	0,240	0,600
Nombre moyen de renégociations par an pour les contrats renouvelés	0,443	0,240	0,600
Nombre moyen de renégociations par an pour les contrats non renouvelés	0,391	0,240	0,600

Il apparaît que dans nos données, les contrats sont renégociés en moyenne. En revanche, certains sont renégociés très vite après leur signature, tandis que d'autres ne sont jamais renégociés. Les contrats renouvelés après expiration et remise en concurrence ne sont pas renouvelés par la suite (Tableau 1).



Le secteur des Parkings

Les DSP dans le secteur français du stationnement existent depuis plusieurs décennies. La première concession a été attribuée en 1962 à la firme « Grands Travaux de Marseille ». Depuis, le recours à l'externalisation n'a cessé de croître. Les opérateurs privés et les sociétés d'économie mixte représentent, en 2008, 73% du marché du stationnement souterrain, contre 27% gérés publiquement. Au-delà de cette tendance générale à la délégation, l'histoire du secteur français du stationnement se caractérise également par une augmentation croissante de la pression concurrentielle, entre entreprises françaises (opérateurs locaux et grandes entreprises), et plus récemment entre opérateurs nationaux et étrangers. Les données codées pour cet article font état d'un taux de renouvellement d'environ 65% à l'échelle de l'eau et des transports publics urbains atteignant des taux bien supérieurs.

Remerciements

Nous tenons à remercier Vinci Park pour l'accès aux données nécessaires pour cette étude. Une étude centrée sur la ville de Paris est actuellement en cours.

Responsables de l'étude :

Jean BEUVE
jean.beuve@univ-paris1.fr
Julie de BRUX
juliedeburux@gmail.com
Stéphane SAUSSIER
ssaussier@univ-paris1.fr
Chaire EPPP
http://chaire-eppp.org

La fréquence des renégociations lors de l'exécution d'un contrat de concession influe sur sa probabilité de renouvellement.



METHODOLOGIE

L'objectif est d'analyser l'impact des différentes caractéristiques des renégociations sur la probabilité de renouvellement des contrats. Le modèle estimé est le suivant :

$$Z_i = X_i \alpha + Y_i \beta + \varepsilon_i$$

Avec Z_i le sentiment de satisfaction des parties concernant le contrat à la date de renouvellement t_i qui est une variable latente que nous ne pouvons pas observer. En revanche, nous sommes en mesure d'observer si le contrat a été renouvelé au moment de sa remise en concurrence. Nous interprétons alors la décision du renouvellement comme le fait que notre variable latente est positive. Notre analyse se résume alors à l'estimation du modèle suivant :

$$\text{Renouvellement}_i = a X_i + b Y_i + \varepsilon_i$$

Avec Renouvellement_i , la variable discrète qui indique si le contrat i est renouvelé à la date t ou non ; X_i le vecteur des variables qui regroupe les différentes caractéristiques des renégociations (i.e. fréquence, rapidité, objets) ; Y_i le vecteur des variables de contrôle (taille de la collectivité, nombre de contrats avec la même municipalité, variables politiques, ...) et ε_i le terme d'erreur.

Ainsi nous pouvons étudier les liens entre différentes caractéristiques des renégociations des contrats et leur probabilité de renouvellement.

PRINCIPAUX RESULTATS

- Les résultats suggèrent que renégocier ou non le contrat n'est pas corrélé avec la décision de reconduire l'opérateur sortant. Ce premier résultat invalide les travaux antérieurs qui décrivent les renégociations comme étant nécessairement des événements négatifs dans la vie du contrat et confirme la pertinence de notre objectif, à la suite d'une étude approfondie de la relation entre les renégociations et les renouvellements de contrats.
- Cependant, la fréquence des renégociations lors de l'exécution du contrat influe sur sa probabilité de renouvellement. Les différents modèles estimés mettent ainsi en évidence un **taux optimal de renégociation** (voir la figure). Ce résultat est cohérent avec les enseignements de la théorie des coûts de transaction pour laquelle les contrats sont des mécanismes de gouvernance qui doivent être suffisamment rigides pour refléter un engagement réel des parties, mais en parallèle, suffisamment flexibles pour permettre son adaptation à l'environnement. Ainsi, « the frequency of contract renegotiation may provide concessions a "relational quality" » (Spiller, 2008, *An Institutional Theory of Public Contracts: Regulatory Implications*, WP NBER 14152).
- Pour ce qui est de l'objet des renégociations et de leur impact sur la probabilité de renouveler le contrat, il est constaté que les dimensions sur lesquelles les contrats sont renégociés jouent un rôle crucial. Conformément aux attentes, des corrélations différentes sont observées selon les dimensions sur lesquelles portent les renégociations (objet des renégociations).
- Enfin, les résultats soulignent également que l'étendue des dimensions contractuelles renégociées est corrélée avec la probabilité de renouvellement dans le cas des contrats de concession. Les résultats font en effet apparaître que la probabilité de renouvellement est plus élevée lorsque les contrats sont renégociés sur trois ou quatre dimensions à la fois. Ce résultat est interprété comme la possibilité pour les parties contractantes de trouver des renégociations *win-win*, alors qu'une renégociation sur une dimension unique (le prix par exemple) est bien souvent un jeu à somme nulle.
- Ces résultats ne tiennent que pour les contrats de concession. Il n'est pas possible de mettre en évidence une relation entre les renégociations et la probabilité de voir les marchés publics renouvelés. Ce résultat est conforme aux attentes des auteurs car la marge discrétionnaire des autorités adjudicatrices est réduite dans les marchés publics comparativement aux contrats de concession. Aussi, la partie publique ne peut se baser sur la qualité de la relation contractuelle passée, comme l'un des critères pour décider de renouveler ou non le contrat avec le même partenaire.

Dans le cadre de nombreuses Directives et transpositions en cours visant à encadrer les concessions et leur attribution, cet article suggère qu'une dose de pouvoir discrétionnaire laissée aux autorités publiques pour choisir leurs co-contractants, ainsi que la possibilité d'écrire des contrats suffisamment flexibles pour permettre leur adaptation, sont bénéfiques à la performance des contrats. Dès lors, la prise en compte de la qualité de la relation contractuelle précédente, et la plus faible probabilité de reconduction constituent une menace crédible en cas de comportement opportuniste, ce qui permet alors à l'esprit partenarial des contrats de prévaloir.

Ce travail a été réalisé par la chaire EPPP de l'IAE de Paris.

Les données

Les données utilisées dans cette étude proviennent d'une collaboration entre la Chaire EPPP et une grande entreprise opérant dans les parkings. Elles comprennent l'ensemble des contrats de concessions et de marchés publics signés entre 1963 et 2009 en France par cet opérateur (666 contrats).

Méthodologie

L'ensemble des contrats échus (252 contrats) a fait l'objet d'un codage des renégociations imprévues dans la vie du contrat. Plus précisément, la fréquence, la rapidité et l'étendue des renégociations ont été codées afin de les mettre en relation avec la probabilité de voir le contrat renouvelé à son échéance. Le renouvellement ou non du contrat est vu, dans cette étude, comme un signe de réussite ou non de la relation contractuelle.

Pour en savoir plus :

Cette note est la synthèse du document de travail de la Chaire EPPP : « Renegotiations, Discretion and Contract Renewals: An Empirical Analysis of Public Private Agreements » (<http://chaire.eppp.org/fr/46/134/>)

Les petits-déjeuners de la Chaire

La Chaire EPPP organise régulièrement des petits-déjeuners à l'IAE de Paris. Les petits-déjeuners ont pour vocation d'initier un dialogue entre praticiens, politiques et académiques. Ils ont lieu le matin de 8h30 à 10h00 et sont généralement organisés autour de deux présentations de 20 minutes chacune et d'un échange avec la salle pour le temps restant. Ces petits-déjeuners sont ouverts à tous. 17 petits-déjeuners ont été organisés depuis 2009, sur les thématiques suivantes :

1 / Les renégociations dans les contrats de concession

Avec Gérard PAYEN (Directeur d'AQUAFED) et Stéphane STRAUB (Professeur associé - Ecole d'Economie de Toulouse)

2 / Promesses et limites des contrats de partenariats

Avec Elisabeth Campagnac (Directrice de Recherche ENPC) et Raphael Pourny (Directeur administratif et financier de VINCI Airports)

3 / Les impacts de la crise financière sur le financement des PPP

Avec Frédéric Blanc-Brude (Directeur du bureau chinois du cabinet de conseil IPA Energy & Water Consulting) et Romain Verzier (Directeur du département des financements structurés - Vinci Concessions)

4 / L'avenir des PPP dans le domaine culturel ?

Avec Françoise Benhamou (Professeur, U. de Paris 13) et Sophie Egly (Chargée du développement de Culturespaces en France et à l'étranger)

5 / Les contrats de performance énergétique - Etat des lieux et perspectives

Avec Sylvie Faucheu (Présidente de l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines) et Pierre Guyard (Directeur Marché Collectivités et Habitat, COFELY)

6 / PPP et croissance en Europe

Avec Louis-Roch Burgard (DG, VINCI Concessions), Stéphane Saussier (professeur IAE Paris) et Daniel Vitry (U. Paris 2, Responsable de la Mission Université, Caisse des Dépôts)

7 / Le partenariat public-privé dans le secteur de la défense : bilan et perspectives

Avec François Cornut-Gentille (Député) ; Jean-Louis Rotrubin (PDG du groupe DCI), Matthieu de Varax (Avocat associé, Mayer Brown) et Philippe Genoux (Ingénieur général de l'armement)

8 / Public-Private Partnerships in Rail Transport: Where Do We Stand?

Avec Julien Dehornoy (directeur de cabinet de Guillaume Pepy, SNCF), Alain Quinet (directeur général délégué de Réseau Ferré de France) et Andrew Smith (Enseignant-Chercheur, Leeds University)

9 / De 1993 à 2013: Les impacts de la loi Sapin sur la délégation et la gestion des services publics locaux

Avec Marie Batut Dajeau (Responsable juridique Elior Restauration) et Guillem Canneva (Enseignant chercheur à AgroParisTech)



10 / Les contrats de partenariat : Bilan et Perspective après 9 ans

Avec Elisabeth Campagnac (Sociologue à l'École Nationale des Ponts et Chaussées), Géry Deffontaines (Consultant en Financement des PPP. Doctorant à l'École Nationale des Ponts et Chaussées), Robert Stakowski (Directeur de projet à la Mission d'appui aux PPP (Direction Générale du Trésor – Ministère de l'Économie et des Finances)) et Phuong Tra Tran (Doctorante à l'IAE de Paris)

11 / Les procédures négociées doivent-elles devenir des outils de droit commun ?

Avec Annick Juillet (Directrice déléguée à la programmation, Paris Habitat-OPH), Franck Lepron (Associé, UGGC Avocats), Lisa Chever (Doctorante à l'IAE de Paris) et John Moore (Doctorant à l'IAE de Paris)

12 / Les PPP sont-ils adaptés aux Universités ? Retours d'expérience et perspectives pour le Plan Campus.

Avec Isabelle This Saint-Jean (Vice-présidente du conseil régional d'Ile-de-France), Jean-Yves Gacon (Directeur de Projets à la Mission d'Appui aux Partenariats Public-Privé (MaPPP)) et Frédéric Marty (Chargé de recherche au CNRS)

13 / La SEM contrat : pour quoi faire ?

Avec Grégory Berkovicz (Avocat associé, GB2A), Julie de Brux (Responsable des Etudes et de la Prospective, Vinci Concession), Jean-Léonce Dupont (Vice-Président du Sénat, Président de la Fédération des EPL) et Igor Semo (Direction Générale, Lyonnaise des Eaux)

14 / La tarification sociale de l'eau et de l'énergie : mirage ou solution ?

Avec Céline Lericque (Directrice générale, Syndicat Mixte pour l'Alimentation en Eau de la Région de Dunkerque), Alban Thomas (Directeur de recherche, Institut National de la Recherche Agronomique (INRA)), Fabien Roques (Senior Vice President, Compass Lexecon) et Raymond Leban (Directeur de la Direction Economie Tarifs et Prix d'EDF)

15 / Responsabilité Sociale d'Entreprise : Quels (nouveaux) « business models » pour les opérateurs de services publics ?

Avec Guillaume Cantillon (Conseiller environnement – énergie – agriculture du Président de la Région Ile-de-France), Patricia Crifo (Professeur d'Économie, Université Paris Ouest), Hélène Valade (Directrice du Développement Durable – Suez Environnement et Présidente du C3D)

16 / La transposition de la Directive concessions : quels enjeux ?

Avec Jean MAÏA (Directeur des affaires juridiques des ministères économiques et financiers), Laurent RICHER (Avocat au barreau de Paris, Professeur émérite à l'Université de Paris I) et Stéphane SAUSSIER (Professeur à l'IAE de Paris et Directeur de la Chaire EPPP)

17 / Dix ans de PPP dans la commande publique

Avec François Bergère (conseiller-maître à la Cour des comptes), Xavier Bezançon (Délégué général des Entreprises Générales de la France) et Christian Pierret (ancien secrétaire d'État puis Ministre délégué à l'Industrie, aux Petites et Moyennes Entreprises, au Commerce, à l'Artisanat et à la Consommation).



Les conférences annuelles

La Chaire EPPP organise des conférences annuelles au cours desquelles se rencontrent académiques et praticiens de tous pays. Depuis 2013, les conférences annuelles sont organisées en collaboration avec la Florence School of Regulation, l'IESE Business School et le CMPO (Centre for Market and Public Organisation) de l'Université de Bristol.

Le programme détaillé des conférences est disponible ici :

<http://www.chaire-eppp.org/conference-annuelle>



Conférence 2010

Lieu : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

KEYNOTE LECTURES :

- » *Giacomo Calzolari, U. of Bologna*
- » *Patrick Rey, Toulouse School of Economics*
- » *Pablo Spiller, Haas School of Business, Berkeley*

Nombre de communications : 23



Conférence 2011

Lieu : Malson de L'Amérique Latine, Paris

KEYNOTE LECTURES :

- » *David Martimort, Paris School of Economics*
- » *Antonio Estache, Université Libre de Bruxelles*

Nombre de communications : 24

Table ronde : "PPP Best Practices in Europe"



Conférence 2012

Lieu : Malson des Polytechniciens, Paris

KEYNOTE LECTURES :

- » *Florencio Lopez De Silanes, Edhec-Lille*
- » *Giancarlo Spagnolo, Stockholm School of Economics*
- » *Steve Tadelis, U. of California-Berkeley*
- » *Ekaterina Zhuravskaya, Paris School of Economics*

Nombre de communications : 13



Conférence 2013

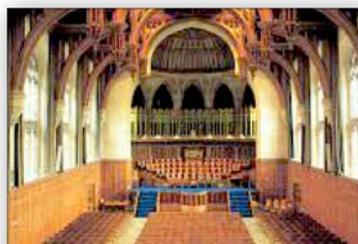
Lieu : Institut Universitaire Européen-Florence School of Regulation

KEYNOTE LECTURES :

- » *David Martimort, Paris School of Economics et EHESS*
- » *Patrick Warren, Clemson University*
- » *Paul Grout, Bristol University*
- » *Francesco Decarolis, Boston University*

Nombre de communications : 24

Table ronde : « A new European Directive For Concession Contracts in Europe »



Conférence 2014

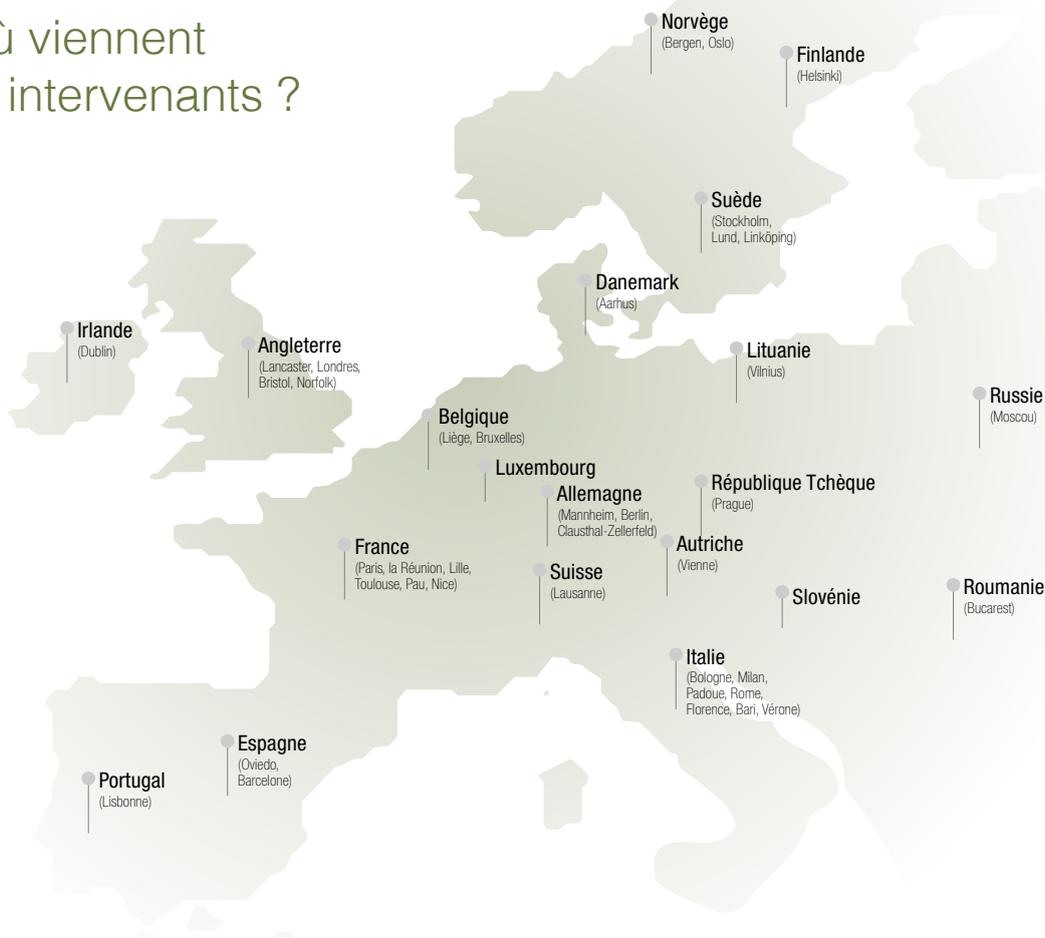
Lieu : University of Bristol, UK

KEYNOTE LECTURES :

- » *Maitreesh Ghatak, London School of Economics*

Nombre de communications : 10

D'où viennent nos intervenants ?



Les séminaires de recherche et workshops

La Chaire EPPP organise régulièrement des séminaires de recherche à l'IAE de Paris, ouverts à tous. Des chercheurs du monde entier viennent y présenter et discuter leurs travaux. Depuis sa création en 2009, la Chaire a organisé 53 séminaires de recherche.

La liste des séminaires est disponible ici :

<http://www.chaire-eppp.org/seminaires>

La Chaire EPPP organise des journées d'étude sur des thématiques variées. Depuis sa création en 2009, la Chaire a organisé 6 journées d'étude, dont 3 à la Florence School of Regulation.

La liste des journées d'étude est disponible ici :

<http://www.chaire-eppp.org/journees>

Expertises sollicitées par diverses instances

Les membres de la Chaire EPPP sont régulièrement sollicités par diverses instances, nationales ou internationales pour produire des études scientifiques ou rapports d'expertise.



Aude Le Lannier, Simon Porcher et Stéphane Saussier :
L'utilisation du benchmarking pour mesurer la performance du service public de l'eau.

☐ Rapport pour Suez-LDE



Simon Porcher et Stéphane Saussier :
La performance des services publics de l'eau en France.

☐ Rapport pour l'ONEMA



Julie de Brux :
Transport de voyageurs : comment réformer un modèle à bout de souffle ?

☐ Contribution au rapport de l'Institut Montaigne.



Carine Staropoli :
☐ Rapports de jury pour l'ANR et la Région Ile de France (Programme PICRI).



Jean Beuve :
Coordination et suivi des notes : « *Les enjeux économiques du droit des faillites* », « *Pas d'industrie pas d'avenir* », « *Redresser la croissance potentielle de la France* »

☐ Dans le cadre de ses activités au Conseil d'Analyse Economique.





Eshien Chong :

Structure de marché et investissement en capacité dans le marché électrique.

☐ Rapport pour **EDF R&D** (en collaboration avec Roxana Saplacan-Pop).



Eshien Chong :

La pénétration de l'internet haut-débit et le dégroupage de la boucle locale.

☐ Rapport pour l'**ARCEP** (en collaboration avec Joëlle Toledano)



Laure Athias :

Projet d'implantation du centre de formation de Genève Éducation Football au Grand-Saconnex.

☐ Rapport pour la **Ville du Grand-Saconnex** (Suisse).



Laure Athias :

Projet de nouvelle patinoire à Genève .

☐ Rapport pour le **Canton et la Ville de Genève**.



Anissa Boulemia et Aude Le Lannier :

Benchmarking européen des outils incitatifs pour la régulation des activités gazières et électriques.

☐ Rapport pour la **Commission de Régulation de l'Énergie** (avec Eurogroup Consulting).



Aude Le Lannier :

Benchmarking de l'efficacité des services d'eau en France.

☐ Formation et rapport pour la **FNCCR**.



Michael Klien :

Methodological re-evaluation of German electricity benchmarking.

☐ Rapport pour **Thüga Consortium** (largest network of German municipal energy and gas providers) - With Klaus Gugler and Stephan Schmitt.



Stéphane Saussier :

La nouvelle Directive concessions.

☐ Audition et rapport pour le **Parlement Européen**.



Michael Klien et Stéphane Saussier :

Local public enterprises – concepts and trends.

☐ Rapport pour l'**OCDE Regional Development Policy Division**.



Aude Le Lannier :

Analyse du business model d'Eco-emballages.

☐ Note pour **Eco-emballages** (avec Equancy&co).



Michael Klien :

Analysis of utility performance and regional aggregation.

☐ Rapport pour la **Banque Mondiale** dans le cadre du World Bank Danube Water Program.



Michael Klien :

Case study on water provision in Stuttgart.

☐ Rapport pour l'**OCDE Regional Development Policy Division**.



A 3D-rendered signpost with two white directional signs. The top sign is an arrow pointing left and contains the word 'PRESENT' in bold black capital letters. The bottom sign is an arrow pointing right and contains the word 'PAST' in bold black capital letters. The signpost is a silver metal pole. The background is a clear blue sky with a few wispy white clouds.

PRESENT

PAST



FUTURE

Perspectives

NOTRE OUVRAGE COLLECTIF À PARAÎTRE

« Économie des partenariats public-privé »

(2015, Édition de Boeck)

Un ouvrage collectif de la Chaire EPPP paraîtra d'ici l'été 2015. L'ouvrage se veut à la fois académique avec une présentation des arbitrages économiques à l'œuvre dans les choix de mise en œuvre des partenariats public-privé (entendus au sens large – marchés publics, délégations de services publics, contrats de partenariats, ...) et appliqué, visant un lectorat de praticiens cherchant à avoir un bilan accessible de l'analyse économique de ces accords mais aussi des études empiriques existantes.

Il s'appuie sur la littérature théorique et empirique en économie mais aussi fortement sur des faits stylisés empruntés aux expériences concrètes et sur les statistiques récentes disponibles afin de donner un panorama actualisé de la situation. Cette approche permet de poser un certain nombre de questions et d'apporter des éléments de réponse en faisant état des débats qui existent dans une période où la rationalisation de la commande publique est plus que jamais une priorité.

Sommaire de l'ouvrage collectif

Préface : *Antonio Estache*

Introduction générale : *Stéphane Saussier*

PARTIE I — Définition, portée et cadre d'analyse des PPP

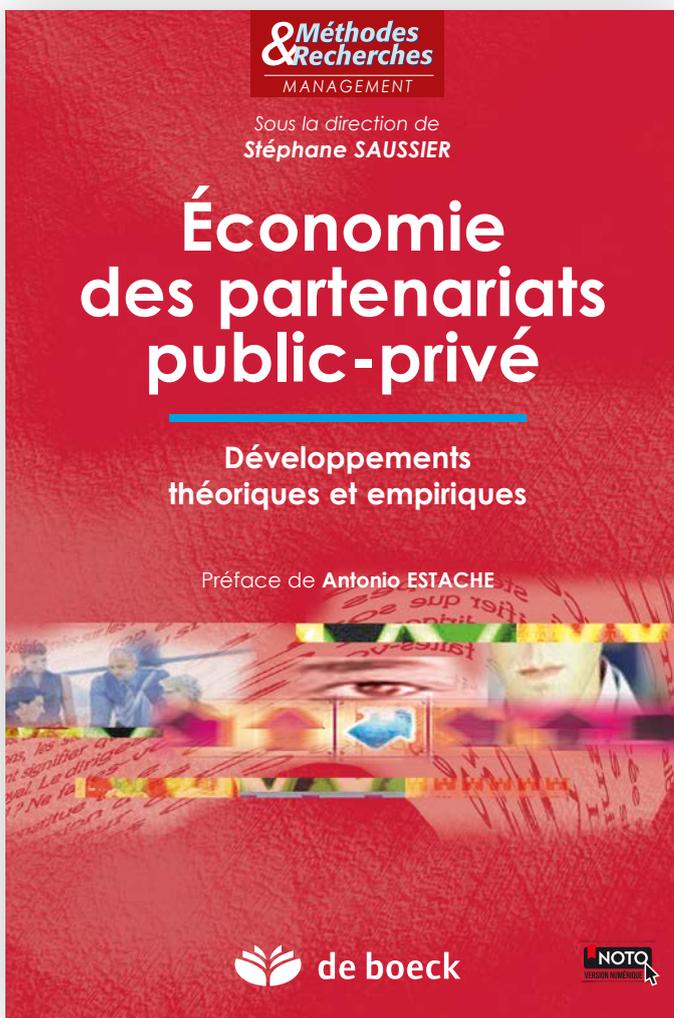
1. Définition et état des lieux des PPP dans le monde
(*G. Fonouni-Farde et Stéphane Saussier*)
2. Quelles analyses économiques des PPP ?
(*Stéphane Saussier*)
3. Les outils de la réglementation des PPP
(*Lisa Chever et Aude Le Lannier*)
4. Financement des PPP : caractéristiques et impacts de la crise financière (*Frédéric Marty*)

PARTIE II — Résultats empiriques

1. Efficacité relative des appels d'offres concurrentiels
(*Laure Athias et Lisa Chever*)
2. Exécution et renégociation des PPP
(*Jean Beuve, Aude Le Lannier et Zoé Le Squeren*)
3. Choix des modes de gestion et performances comparées (*Miguel Amaral, Eshien Chong et Stéphane Saussier*)
4. Collusion, corruption et favoritisme
(*John Moore et Carine Staropoli*)

Sur notre site :

<http://www.chaire-eppp.org/node/719>



« Innover pour mieux répondre à la demande sociale »

La Chaire, dans son fonctionnement actuel, est à la croisée des chemins. Au regard du bilan affiché, suivre l'adage selon lequel « on ne change pas une formule qui gagne » serait logique. Une autre voie serait de chercher à innover encore. C'est résolument cette seconde voie qui s'impose pour faire en sorte que le projet collectif porté par la Chaire reste aussi attractif.

D'un point de vue organisationnel, l'innovation consistera avant tout à mieux communiquer sur les travaux des chercheurs. Une série de vidéos présentant les résultats et les implications managériales des recherches menées au sein de la Chaire est en cours de réalisation. D'autres innovations suivront.

Du point de vue de la recherche, il s'agira d'explorer de nouveaux sujets. Dans ce premier quinquennat, la Chaire a orienté une grande partie de ses travaux sur la question de l'efficacité relative des modes de gestion. Le programme de recherche de la Chaire s'élargit à présent vers des questions plus « sociétales », telles que la responsabilité des décideurs politiques devant les citoyens (« accountability »), la transparence, l'implication des parties prenantes dans la gestion des services publics et la responsabilité sociale des entreprises impliquées dans la gestion de ces services. La dimension européenne des travaux sera également plus affirmée, comme elle a déjà commencé à l'être, notamment avec la mise en place de coopérations multiples avec la Florence School of Regulation, l'Université de Bristol, le centre IESE de Barcelone, etc. Les coopérations avec d'autres entités nationales telles que la Chaire Régulation et Gouvernance et son « club des régulateurs » à l'Université Paris-Dauphine seront aussi développées.

Innover pour mieux répondre à la demande sociale est au cœur du projet initial de la Chaire Economie des Partenariats Public Privé et il sera renforcé ces prochaines années. La gestion des services publics est un sujet fascinant, avec de grands défis à venir. Le changement climatique et la transition énergétique, la croissance massive de la population, l'urbanisation rapide, les besoins d'investissement, l'accessibilité, la responsabilité des acteurs sont quelques-unes des questions qui mettent la gouvernance des services publics sous tension. L'Université et plus particulièrement la Chaire fournissent un environnement unique permettant d'explorer et de répondre à ces défis de manière rigoureuse. En réunissant les régulateurs, les opérateurs, les administrations publiques, les universitaires, toutes les parties prenantes, il s'agit d'informer la théorie et de la mettre en pratique pour améliorer notre compréhension des conditions d'efficacité de la gestion des services publics et pour participer activement et efficacement au débat public.



Stéphane Saussier,
Directeur de la Chaire EPPP